le prolétaire

M2414 - 446 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires , en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire : 5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire : 25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 446
Sept.-Oct.-Nov -1998
35è année

DANS CE NUMERO

-Répression en Tunisie.
-L'impérialisme français et le Liberia.
-A propos de la fondation de la IVè Internationale: Sans programme révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire.
-Une grande première médicale bourgeoise.
-Auschwitz ou le grand alibi (suite).
-Afrique du Sud: Crimes, complicités et servilité politique.
-Dans le meilleur des mondes bourgeois.
-Sans-papiers: toujours l'exigence de la lutte de classe.

Crise politique et sociale en Algérie

Les affrontements entre clans bourgeois ont atteint une acuité sans précédent au cours des dernières semaines, au point de s'étaler pour la première fois sur les colonnes de la presse algérienne.

Le général à la retraite Bechtine a été depuis cet été la cible d'attaques virulentes dans la presse. Cet ancien chef de la sinistre Sécurité Militaire, qui a amassé une fortune dans les affaires (il est surnommé Monsieur import-export), était l'un des hommes les plus puissants d'Algérie: ministre conseiller de la présidence, il était dans l'ombre le parrain du président Zéroual. En début d'année il s'est fait nommer à la direction du R.N.D. (Rassemblement National Démocratique), parti créé pour remplacer le FLN en déliquescence comme parti du pouvoir en place. Il était connu que Bechtine rencontrait l'hostilité d'autres clans regroupés autour du chef d'état-major et du chef des services secrets; ses efforts pour faire du RND le parti du clan présidentiel et pour tisser une alliance politique avec les islamistes modérés du parti Hamas ont probablement alarmé les autres clans existants. Chaque grande famille bourgeoise algérienne a en effet son ou ses représentants parmi les officiers supérieurs de l'armée qui est le véritable centre du pouvoir. Les rivalités entre bourgeois, quand elles atteignent une certaine intensité, ne peuvent manquer d'avoir un retentissement au sein de l'armée. Le principe de l'unité des Forces armées, qui a servi de dogme au pouvoir politique depuis l'indépendance, n'a jamais empêché les affrontements ni les règlements de compte, souvent violents. Mais il est maintenant ouvertement battu en brèche: la campagne de presse contre Bechtine, accompagnée comme à chaque crise politique par une recrudescence d'attentats meurtriers, a dans un premier temps débouché sur la démission du président Zéroual et la perspective d'élections présidentielles anticipées. Après ce premier succès, la campagne contre le clan présidentiel a pris de l'ampleur, prenant également comme cible le ministre de la Justice, le Gouverneur d'Alger, etc.: dans le déballage général et le flot d'accusations qui ont été portées sur la place publique, outre celles de vols, d'es-

(Suite en page 2)

En prévision de temps difficiles
La bourgeoisie européenne place la Gauche au pouvoir

A l'exception de l'Espagne et du Portugal les partis dits «de gauche» sont maintenant au gouvernement, seuls ou en alliance avec d'autres, de tous les pays de la Communauté européenne: les derniers en date ont été les sociaux-démocrates allemands et les ex-faux communistes du PDS italien dont le leader est devenu président du Conseil. Ce n'est pas là une curieuse coïncidence, le pur fruit du hasard, mais la manifestation d'une politique mûrement réfléchie et sérieusement arrêtée par les cercles dirigeants de la bourgeoisie européenne. Depuis des années, les différentes institutions et organismes supra-nationaux bourgeois travaillent à rapprocher et à harmoniser les pratiques et les politiques juridiques, économiques et sociales des Etats qui font partie de ce **cartel** nommé Union Européenne. D'autre part les expériences, positives comme négatives, de telle ou telle bourgeoisie face à un problème qui touche d'autres pays, sont presqu'immédiatement reprises, analysées et étudiées pour être utilisées dans ces pays. Il en va de même pour les grandes questions et les grandes orientations politiques, même si cela se réalise de façon plus discrète afin de ne pas affaiblir l'idéologie nationaliste et les préjugés démocratiques si précieux pour embobiner les électeurs et paralyser les prolétaires. On a pu ainsi voir récemment la bourgeoisie espagnole suivre l'exemple britannique pour essayer de résoudre le problème de l'ETA à la façon dont l'a été celui de l'IRA; ou l'ancien gouvernement italien s'inspirer de Jospin pour faire aux prolétaires de la péninsule le coup des 35 heures.

Cette uniformisation croissante de la politique bourgeoise est la conséquence de l'internationalisation croissante de la vie économique, pas seulement en Europe mais dans le monde, internationalisation qui n'a pas attendu les discours actuels sur la **mondialisation** pour être une réalité. Le *Manifeste* de Marx et Engels disait déjà qu' «*au grand désespoir des réactionnaires, la bourgeoisie a ôté à l'industrie sa base nationale. (...) A la place de l'ancien isolement et de l'autarcie locale et nationale, se développe un commerce généralisé, une interdépendance généralisée des nations*». Depuis 150 ans cette interdépendance généralisée des nations a fait des pas de géant, la seule différence étant peut-être que les réactionnaires qui pestent contre ce phénomène inhérent au capitalisme - base matérielle de la future révolution internationale et de l'économie socialiste mondiale - ne se recrutent plus parmi les nostalgiques de la société aristocratique, et pas uniquement parmi les tenants de l'extrême droite, mais bien parmi des gens qui se disent «de gauche», «communistes» ou «révolutionnaires» (1)!

Après avoir reconnu cette internationalisation sans cesse grandissante, le mouvement révolutionnaire prolétarien a eu à faire face à deux erreurs ou, mieux, deux déviations: la première, énoncée de la façon la plus cohérente par Kautsky, le grand théoricien de l'opportunisme social-démocrate international, prétendait que cette interdépendance croissante des nations allait rendre les guerres impossibles et permettre une croissance pacifique du capitalisme. Le mouvement ouvrier devait donc aider les tendances pacifistes correspondant à cette évolution historique à triompher sur les tendances guerrières réactionnaires parmi la bourgeoisie. Réfutée théoriquement par Lénine et con-

(Suite en page 3)

Théorie et action dans la doctrine marxiste

Ce texte est le rapport à la réunion de Rome du 1er avril 1951. Portant plus particulièrement sur la «question syndicale», mais concernant plus généralement la question de l'activité du parti, il représentait un résultat important dans le travail de clarification théorique et politique mené alors au sein du Partito Comunista Internazionalista, travail qui devait aboutir la même année à la rupture avec le courant dit «daméniste» et la fondation, sur des bases programmatiques solides, du parti dont nous nous réclamons. L'intérêt de ce texte, et la justification de sa republication, tient à ce qu'il constitue, encore aujourd'hui, un point de repère sûr pour la définition des grandes lignes de l'activité du parti de classe. (Nous n'avons malheureusement pas la place de publier les schémas explicatifs qui illustrent l'exposé).

Sommaire

1. Devant la débâcle de l'idéologie, de l'organisation et de l'action révolutionnaires, il est erroné de compter sur une inévitable phase descendante du capitalisme, qui serait déjà commencée et au bout de laquelle attendrait la révolution prolétarienne. La courbe du capitalisme ne connaît pas de phase descendante.

2. La seconde crise internationale opportuniste avec l'écroulement de la IIIe Internationale dérive de l'**intermédisme**, c'est-à-dire de la conception qui voudrait poser des buts politiques généraux transitoires entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne. Renoncer aux revendications économiques particulières des groupes prolétariens pour éviter l'intermédisme est une position erronée.

3. La praxis marxiste juste affirme que la conscience de l'individu et aussi de la masse suit l'action, et que l'action suit la poussée de l'intérêt économique. Ce n'est que dans le parti de classe que la conscience et, dans des phases déterminées, la décision d'agir précèdent l'affrontement de classe. Mais une telle possibilité est inséparable organiquement du mécanisme moléculaire des poussées physiques et économiques initiales.

4. Selon toutes les traditions du marxisme et de la Gauche italienne et internationale, le travail et la lutte dans les associations économiques prolétariennes sont une des conditions indispensables pour le succès de la lutte révolutionnaire, en même temps que la pression des forces productives contre les rapports de production et que la juste continuité théorique et tactique du parti politique.

5. Dans les différentes phases de l'histoire bourgeoise (révolutionnaire, réformiste, anti-révolutionnaire), la dynamique de l'action syndicale a subi de profonds changements (interdiction, tolérance, assujettissement); mais il est de toute façon indispensable, organiquement, qu'entre la masse des prolétaires et la minorité encadrée dans le parti, il existe une autre couche d'organisations, politiquement neutres par principe, mais accessibles constitutionnellement aux seuls ouvriers, et des organismes de ce genre doivent **renaître** dans la phase d'approche de la révolution.

I. LE RENVERSEMENT DE LA PRAXIS DANS LA THÉORIE MARXISTE

1. Désordre idéologique dans les nombreux groupes internationaux qui condamnent l'orientation stalinienne et qui affirment se trouver dans la ligne du marxisme révolutionnaire.

Incertitude de ces groupes sur ce qu'ils appellent analyse et perspective: développement moderne de la société capitaliste; possibilité de reprise de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

2. Il est évident pour tout le monde que l'interprétation réformiste du marxisme s'est écroulée avec les guerres mondiales, les grands conflits intérieurs et le totalitarisme bourgeois.

3. Cependant, puisque l'aggravation de la tension sociale et politique ne s'accompagne pas du renforcement mais de la totale dégénérescence des anciens partis révolutionnaires, certains se demandent s'il ne faut pas réviser la perspective marxiste, et également celle de Lénine qui posait comme issue de la première guerre mondiale et de la révolution russe l'extension au monde entier de la lutte du prolétariat pour le pouvoir.

4. Une théorie tout à fait erronée est celle de la **courbe descendante** du capitalisme, qui amène à poser cette fausse question: comment se fait-il que la révolution n'avance pas alors que le capitalisme décline? La théorie de la courbe descendante compare le développement historique à une sinusoïde: tout régime (par exemple le régime bourgeois) commence par une phase ascendante, atteint un point maximum, après quoi un

(Suite en page 5)

Crise politique et sociale en Algérie

(Suite de la page 1)

croqueries et des frasques diverses, les lecteurs de la presse algérienne ont pu ainsi apprendre l'existence d'au moins 300 commandos de la mort pour la région centre (Alger) - dont bien entendu les assassinats sont mis au compte des islamistes -, le lien du parti R.C.D. (parti berbère anti-islamiste dit démocratique) avec les services secrets, ou le fait que Bechtine en personne, alors chef de la Sécurité Militaire avait dirigé les tortures de jeunes manifestants lors des émeutes de 89. On commençait même à voir apparaître des témoignages sur le truquage des dernières élections...

Bechtine était finalement contraint de démissionner de ses responsabilités officielles à la mi-octobre en même temps que le ministre de la Justice, mais le gouvernement répliquait par le blocage des quotidiens El Watan et Le Matin. Par solidarité les autres quotidiens indépendants ont alors cessé de paraître; au moment où nous écrivons cette «grève» dure depuis presque 15 jours. Au sein des cercles militaires, selon les rumeurs, la division règne sur le nom de celui qui sera «démocratiquement élu» lors de la prochaine élection présidentielle. Si ces divisions sont souvent présentées sous un habillage politique (le clan Bechtine est dit islamico-conservateur, celui des Services Secrets démocratico-républicain, tandis que le chef d'état-major fait profession d'anti-islamisme intransigeant), il faudrait être bien naïf pour croire au sérieux de ces positions politiques; la réalité est beaucoup plus sordide: la lutte pour le pouvoir est en réalité le reflet d'une foire d'empoigne pour se tailler (ou conserver) une portion de la manne pétrolière, pour profiter de la vague des privatisations pour racheter à vil prix des entreprises ou des terrains. Et cette foire d'empoigne est d'autant plus vive que l'effondrement des cours du pétrole depuis un an a réduit fortement cette manne.

En arrière plan de ces féroces rivalités, il y a aussi les divers impérialismes concurrents qui sont irrésistiblement attirés par l'or noir algérien. L'impérialisme français a eu le sentiment qu'il perdait du terrain: des annonces tapageuses d'investissement par l'Italie, l'Espagne, la Corée ont été faites (mais par la suite elles ne sont pas concrétisées); les américains, qui pour la première fois ont organisé quelques manoeuvres militaires avec les algériens, ont renforcé leur poids commercial et politiquement ils ont appuyé ouvertement le président Zéroual. Les mesures contre l'usage de la langue française et son enseignement prises par le régime ne lui ont sans doute guère plu. Il s'est donc efforcé de revenir au premier plan. Il y a quelques mois une visite du CNPF en Algérie est venue renouer des fils distendus et tester les opportunités du marché local. Enfin il ne peut qu'être satisfait par la défaite politique actuelle du clan présidentiel. Ce changement de climat politique est probablement à l'origine d'une déclaration très peu diplomatique de l'ambassadeur américain qui, le 10 octobre, a affirmé que les Etats-Unis «*portent un intérêt plus grand pour l'Algérie. Nous voulons développer les relations entre les deux pays (...). Les Etats-Unis ne veulent pas caricaturer la société* [algérienne] *comme le font les français*» (1).

LA MONTÉE DES TENSIONS SOCIALES

Depuis de nombreux mois la situation des prolétaires et des masses algériennes n'a cessé de se détériorer. Selon ce qui ressort des chiffres officiels, c'est depuis 1995 que le niveau de vie de la population s'est fortement dégradé, et surtout celui des couches les plus pauvres: cela correspond à la suppression des subventions aux produits de consommation courante et au renchérissement des produits importés par suite de la dépréciation de la monnaie, deux mesures qui répondent à la politique de rétablissement des équilibres financiers de l'Etats sur le dos des travailleurs et des masses. De 1988 à 1995 les revenus des salariés du bâtiment ont augmenté de 56,6 %, ceux de l'industrie de 112 %, ceux des services de 183 % (il s'agit du revenu moyen de **tous** les salariés: nous n'avons pas d'indications sur les variations entre hauts et bas salaires). Mais les prix des denrées alimentaires ont dans le même temps augmenté de 325 %, ceux du logement de 267 %, ceux de l'habillement de 256 %, ceux de la santé de 320 %, etc. Les augmentations sont plus spectaculaires encore pour certains produits de première nécessité: le lait et les produits laitiers ont augmenté de 1083 % entre 1990 et 1996, la baguette de pain de 919 %, la volaille n'augmentant que (si l'on peut dire!) de 571 %! (2).

En même temps les licenciements n'ont cessé de prendre de l'ampleur, au fur et à mesure que les entreprises non rentables étaient liquidées. En 1997, 333 entreprises publiques ont été dissoutes, provoquant le licenciement de 46 à 50.000 travailleurs. Dans la sidérurgie, la Sider, l'entreprise phare, a «compressé» (selon l'euphémisme utilisé pour dire: licencié) 8.000 travailleurs sur un total de 18.000. Au cours de cette année les licenciements ont continué et les cas de travailleurs sans ressources ont défrayé la chronique. Le syndicat UGTA a fort à faire pour calmer les prolétaires. Déjà il y a quelques mois il avait annulé une grève générale parce que le président Zéroual allait se faire soigner à l'étranger. Dès l'annonce de la démission du président, il s'est empressé d'annoncer qu'il ajournait une nouvelle fois la grève générale jusqu'aux élections présidentielles (qui doivent avoir lieu dans les 6 mois). Cependant malgré tous les efforts de l'UGTA des conflits éclatent cependant. Dans les dernières semaines, cela a d'abord été la grève d'Air Algérie, puis la grève des enseignants et la grève illimitée des postiers. Fin septembre les travailleurs de la cokerie de la SIDER débrayaient et fin octobre une marche des travailleurs de la SIDER et de la SNVI était organisée à Annaba. La couche intermédiaire des bureaucrates syndicaux est en position délicate, prise en tenaille entre la colère des travailleurs et la direction de l'UGTA; on voit ainsi les responsables syndicaux de la SIDER dénoncer la direction syndicale comme «*compromissioniste*» (et celle-ci refuser de leur laisser utiliser les locaux de l'Union territoriale) et menacer de déclencher une grève illimitée «*si le gouvernement ne prend pas sérieusement en charge notre dossier*» (3).

LA BOURGEOISIE REDOUTE LA LUTTE PROLÉTARIENNE

Pour empêcher ou paralyser ce qu'elle redoute avant tout, la lutte ouvrière, pour prévenir une explosion sociale semblable aux émeutes d'octobre 88, la classe dirigeante algérienne ne s'appuie pas seulement sur l'UGTA. Elle **utilise** également la terreur des attentats islamistes; quand elle n'organise pas elle même des prétendus attentats ou qu'elle ne les laisse pas s'organiser en toute impunité (4), elle arme et encadre des bandes de «patriotes» qui sèment eux aussi la terreur et multiplient les exactions. C'est une grossière erreur de voir ce qui se passe aujourd'hui en Algérie comme une lutte pour le pouvoir entre guérilleros islamistes et armée; en réalité l'armée se contente de protéger les installations névralgiques du pays et de lancer de temps à autre des opérations spectaculaires de ratissage dans les zones de maquis. La violence islamiste, qui frappe des populations sans défense et ressemble toujours plus à du pur banditisme, sert en fait d'exutoire à la violence potentielle des masses énormes de jeunes à qui le capitalisme algérien rachitique est incapable de fournir un travail.

La classe dominante utilise aussi la division entre berbères (kabyles) et arabes. Les lois sur l'arabisation qui sont entrées en vigueur au printemps avaient pour but de redonner une certaine popularité à un gouvernement haï pour sa politique anti-sociale. Les populations berbères ont ressenti ces lois comme une attaque directe contre elles, et ce sentiment s'est renforcé lorsque le très populaire chanteur Matoub Lounés, héraut de la cause berbère, a été abattu quelques jours avant l'entrée en vigueur de ces lois. Le meurtre a été attribué aux islamistes, mais la population en a accusé le pouvoir et pendant plusieurs jours des émeutes ont éclaté en Kabylie. Il est significatif que le président français Chirac ait condamné cet assassinat avant les autorités algériennes: celles-ci ont tout d'abord menacé de déchaîner la répression si les émeutes continuaient, et elles n'ont condamné le meurtre du bout des lèvres qu'au bout de plusieurs heures. Le sentiment d'hostilité, ravivé par les autorités, chez les arabophones envers les kabyles explique probablement tout autant que l'interdiction gouvernementale et l'opposition du syndicat UGTA, l'échec de la grève et de la manifestation prévue alors à Alger en protestation contre cet assassinat, la répression en Kabylie et les lois sur l'arabisation.

Les difficultés que doivent affronter les prolétaires algériens ne sont donc pas minces. Face à ces difficultés ils ne peuvent pas compter sur une pseudo-opposition de bureaucrates au sein du syndicat anti-prolétarien UGTA. Ils ne peuvent pas non plus compter sur des partis comme le Parti des Travailleurs (trotskyste «lambertiste» comme son homonyme français) qui ne trouve rien de mieux à l'annonce du départ anticipé de Zéroual que de lancer un appel à celui-ci pour qu'il ramène «*la stabilité ou au moins l'amorce d'une solution dans ce sens*» dans les mois qu'il lui reste (5), ou les différents partis «démocratiques» qui sont tout aussi étrangers que le PT aux intérêts prolétariens.

Comme les prolétaires de tous les continents, ils ne pourront compter que sur leurs propres forces pour se défendre contre les attaques du capitalisme algérien, de son Etat, de ses bandes armées, contre le front uni de tous les adversaires de la lutte ouvrière. Mais comme les prolétaires du monde entier ils ont la possibilité de résister et de vaincre, dès qu'ils auront la force de retrouver la voie de la lutte de classe, la voie de la reconstitution des organisations de lutte classiste et du parti révolutionnaire international: perspective qui ne peut être concrétisée du jour au lendemain, mais qui est la seule possible pour échapper à la misère, à l'exploitation et à la terreur bourgeoises.

---

(1) cf «*El Watan*», 13/10/98.

(2) Ibid., 28/9/98.

(3) Ibid., 14/10/98.

(4) cf «*Le Prolétaire*» n° 441 (juillet-août-sept. 97). La privatisation de la terre (3 millions d'hectares sur un total de 8 millions) concerne la région agricole la plus riche du pays (plaine de la Mitidja): Les premiers massacres dans la région avaient coïncidé avec l'annonce de la privatisation. Il est intéressant de citer ce qu'écrit avec les précautions d'usage, un hebdomadaire parisien: «*une partie des tueries, qui se concentrent dans la Mitidja, procède d'un stratagème qui viserait à vider de leurs populations les terres les plus riches de la plaine et à les déclarer en friche ou abandonnées. Leurs redistributions et leurs reventes pourraient alors profiter à certains propriétaires terriens ou à des investisseurs et spéculateurs immobiliers plus ou moins proches du pouvoir. (...) Ce scénario à la brésilienne (...) supposerait la complaisance, voire la complicité de certains clans du régime algérien. Une analyse qui s'appuie également sur l'avènement depuis 1996 en Algérie du corps des Gardes communaux et des groupes d'autodéfense dans les villages et les bourgs de la plaine de la Mitidja, et dans les 4 coins du pays et qui, pour certains d'entre eux et dans certaines zones, sont dirigés par de véritables seigneurs de la guerre. (...) Entre les anciens propriétaires, notamment les petits paysans algériens (...) et les actuels bénéficiaires, par usufruit, des terres étatisées, intéressées au plus haut point par la vente des terres, la tension ne cesse de monter. Paysans fonctionnarisés mais également dignitaires de la nomenklatura, propriétaires de fait de certaines grandes fermes collectives - dont le fameux domaine Bouchaoui aux portes d'Alger, véritable Eldorado (...) partagé depuis 1965 entre quelques familles d'anciens ou d'actuels hauts responsables - ne veulent à aucun prix lâcher prise*». Nombre de ces profiteurs ont intégré le parti présidentiel RND et leurs représentants ont «*investi la commission économique chargée, entre autres, d'étudier... la loi sur la privatisation des terres agricoles*» cf «*Marchés tropicaux et méditerranéens*» n°2201 (10/10/97).

(5) cf l'interview de Louisa Hanoune, dirigeante du P.T., à «*El Watan*» du 21/9/98, titrée par le quotidien: «*Zéroual ne peut pas partir avant d'avoir traité les dossiers urgents*». On peut y lire que les 7 et 8/5/98 le P.T. avait organisé une «*conférence pour la paix et la fraternité afin que s'instaure la démocratie* [amen!], *et c'est aussi la raison pour laquelle nous nous adressons aujourd'hui au président pour qu'il convoque un congrès regroupant les partis et les institutions y compris les corps constitués, les personnalités influentes, pour dégager les voies et les moyens de restaurer la paix immédiatement*». Sans commentaire...

Répression en Tunisie

Le Ministre français de l'Intérieur s'est rendu le 27 mars en Tunisie pour une réunion du «Comité mixte des Ministères de l'Intérieur». Selon les compte-rendus de presse, on a parlé de la coordination dans la lutte contre le banditisme et le «terrorisme». D'après Chevénement, «*cette coopération va être amplifiée à tous les niveaux*». Il ne semble pas que le ministre «de gauche» qui, il n'y a pas si longtemps était courtisé par les trotskystes (aux dernières élections il y a même eu dans le Sud-Ouest une liste commune entre la LCR et les partisans de Chevénement), ait élevé une protestation contre la répression qui s'exerce contre les opposants tunisiens, et particulièrement contre les prolétaires... Une réunion a également eu lieu avec le président tunisien Ben Ali, au cours de laquelle ont été discutées les questions de l'Islam et des flux migratoires. Nul doute qu'elles n'ont pas été discutées sur le plan culturel, mais dans l'optique d'un **flicage** accru des prolétaires immigrés. En définitive, ce déplacement de Chevénement était en fait avant tout un geste de solidarité et de **soutien ouvert** de l'impérialisme français envers le régime à poigne tunisien.

Cette rencontre s'est déroulée en effet au moment où se manifeste un certain regain d'agitation dans ce pays qui cherche à séduire les investisseurs étrangers, principalement européens, en vantant la docilité de sa main d'oeuvre et l'ordre régnant en Tunisie. Des grèves sauvages ont eu lieu en certains endroits, des oppositions se sont manifestées dans le syndicat unique et officiel, l'UGTT. Les universités de Tunis ont également connu des manifestations et des grèves.

Le gouvernement de Ben Ali a répondu à ces mouvements de la seule manière qu'il connaît: par la répression. Selon les comités de soutien aux prisonniers tunisiens, 15 étudiants sont détenus depuis fin février; certains ont été torturés et seraient dans un état préoccupant. Le secrétaire du syndicat PTT a été arrêté le 23 février et il est depuis cette date maintenu au secret. Deux autres militants ont été également arrêtés. Des mandats d'arrêt ont été lancés contre 4 autres personnes considérées comme en fuite: le secrétaire général adjoint de l'UGTT, déjà suspendu pour 6 ans des instances du syndicat pour des différents avec la direction, le dirigeant du

La bourgeoisie européenne place la Gauche au pouvoir

(Suite de la page 1)

damnée comme une trahison des intérêts de classe prolétariens, cette position a été démentie pratiquement par deux guerres mondiales et d'innombrables guerres d'ampleur plus limitée. Le développement des liens économiques internationaux provoque inévitablement à la longue l'aggravation des concurrences, des rivalités et des affrontements: **plus de commerce, plus de mouvements de capitaux = plus de risque de guerres, et non pas plus de garantie de paix**.

L'autre grande déviation, étrangère au jeune mouvement communiste et que le courant de la Gauche communiste italienne combattit avec détermination dès ses premières expressions, devint le *credo* de l'Internationale Communiste lorsque cette dernière tomba sous l'emprise de l'opportunisme stalinien: c'était la théorie des **voies nationales** au socialisme, suivant laquelle la classe ouvrière de chaque pays devait trouver sa propre façon d'aller au socialisme, conformément aux particularités nationales propres. En réalité, ce nouvel opportunisme, encore plus dangereux que l'ancien parce qu'il se présentait sous les couleurs de la révolution d'Octobre, préconisait **la même voie** pour tous les pays, en dépit des fameuses particularités nationales: la voie du refus de la violence et de la révolution prolétarienne, la voie de la soumission au système bourgeois.

Bien que les faits leur aient enlevé depuis longtemps toute apparence de vraisemblance, ces deux déviations mortelles pour la révolution prolétarienne n'ont pas disparu et elles connaîtront demain une nouvelle virulence. L'opportunisme actuel, dans sa variante dite d'«*extrême gauche*», revigorée par le «tournant à gauche» des Etats européens, s'efforce de leur donner une nouvelle vie: Europe sociale, défense du service public à la française, exception culturelle, désarmement, etc.

LA BOURGEOISE RELÈVE LA GARDE

En Allemagne les cercles dirigeants du capitalisme ont préféré favoriser la formation d'un gouvernement de gauche SPD-Verts à un gouvernement centriste de grande coalition SPD-CDU, qui était d'autant plus plausible que les programmes électoraux des socialistes et des chrétiens démocrates se ressemblaient comme deux gouttes d'eau. Ce gouvernement a annoncé des premières mesures qui ont une allure bien plus «à gauche» que ce que laissaient prévoir les déclarations du candidat Schröder.

De même en Italie, après la chute du gouvernement Prodi, on n'a pas assisté au retour de la droite au gouvernement, mais grâce au soutien du très anti-communiste parti de Cossiga (ancien président de la République démocrate chrétien), à la formation d'un gouvernement dirigé pour la première fois par l'ex-PCI (PDS). Agnelli, le patron de la FIAT, le premier groupe industriel privé italien, s'est payé le luxe de faire une déclaration de loyauté envers le gouvernement, au nom de la «bourgeoisie». Jusqu'au parti qui a été à l'origine de la chute du gouvernement Prodi, *Rifondazione Comunista* - la fraction du PCI qui avait refusé de suivre jusqu'au bout la transformation social-démocrate du vieux parti stalinien et qui continue à professer un réformisme plus spécifiquement ouvrier -, qui s'est déclaré prêt à soutenir le nouveau gouvernement sur certains points essentiels comme les 35 heures...

Nous pourrions également rappeler qu'en Grande-Bretagne les porte-paroles les plus autorisés du capital et de la finance avaient pris position pour le social-démocrate Blair, ou qu'en France, la venue de la gauche au gouvernement n'a été possible que parce que Chirac a dissous le parlement où il disposait d'une majorité écrasante...

Une période difficile s'ouvre pour la bourgeoisie européenne en raison de la crise économique, qui, malgré tous les démentis rassurants ne pourra pas ne pas toucher la «forteresse Europe» (en fait elle a **déjà** touché l'Europe, même si pour l'instant seule la Grande Bretagne est en train d'entrer en récession), et en raison du passage délicat à l'Euro qui risque de déboucher sur de formidables batailles monétaires et financières. Dans un tel moment il est particulièrement précieux d'avoir aux commandes des **pompiers** expérimentés et jouissant de la confiance des masses par les mesures de gauche qu'ils auront su prendre, pour éteindre tous les incendies et prévenir les mouvements qui risqueraient de désorganiser la flottille capitaliste européenne. Leur présence est d'autant plus utile que les bourgeois ne peuvent présenter que des perspectives d'**austérité** aux prolétaires européens. La nécessité de maintenir les «grands équilibres» des comptes des Etats impose de continuer à tailler dans les dépenses sociales, de réduire les pensions, etc., tandis que le besoin de rester compétitifs implique d'accroître la pression sur les salaires et d'intensifier l'exploitation. D'autre part un recours plus grand à l'Etat (2) pour protéger les économies des turbulences s'impose partout, prenant à contre-pied les anciens gouvernements libéraux: n'a-t-on pas vu le gouvernement conservateur japonais nationaliser un grand établissement financier pour le sauver de la faillite, comme un quelconque gouvernement social-démocrate?

LE MODÈLE FRANÇAIS

La venue au pouvoir d'équipes social-démocrates fait passer plus facilement aux yeux des prolétaires les mesures répressives de renforcement de l'autorité de l'Etat (Blair est allé le plus loin dans ce sens, mais Jospin le suit de près), indispensables en complément de l'étouffement démocratique des tensions sociales. L'expérience si heureuse pour les capitalistes tricolores de la gauche plurielle en France, après celle des précédents gouvernements de gauche, a sans aucun doute encouragé les autres bourgeoisies à suivre cet exemple: le gouvernement de Jospin a en effet pour l'instant réussi sans heurt à accomplir une bonne partie des réformes antisociales qui avaient déclenché les grands mouvements sociaux de l'hiver 95 lorsque Juppé avait essayé de les mettre en chantier. Il a pu neutraliser le mouvement des chômeurs et, grâce à la carotte des 35 heures, il a pu faire un pas décisif dans la suppression des «rigidités» sociales en instaurant dans les faits l'annualisation du temps de travail, tout en poussant implicitement au gel des salaires. Sans susciter la moindre réaction négative il vient de lancer un très coûteux programme de constructions de sous-marins nucléaires d'attaque, enfin dernièrement il a pu non seulement contenir le mouvement de grogne lycéen, mais même s'appuyer sur ce mouvement pour faire avancer les réformes tendant à adapter le «mammouth» de l'Education Nationale aux besoins du capitalisme actuel. Et nous ne parlons pas de la politique extérieure où le succès n'est pas moindre pour les bourgeois.

«*Le but de la gauche* - expliquait un texte de nôtre courant écrit en 1922 mais dont la valeur est intacte - *n'est nullement de faire un pas en avant pour atteindre un quelconque échelon intermédiaire entre le système économique et politique capitaliste et le système prolétarien. En général, ses revendications politiques tendent à créer de meilleures conditions de fonctionnement et de défense du capitalisme moderne, tant par leur contenu propre que par l'illusion qu'elles donnent aux masses de pouvoir faire servir les institutions présentes à leur émancipation de classe*» (3).

La bourgeoisie européenne place ses politiciens de gauche dans les gouvernements; il ne s'agit en aucune façon d'une concession qu'elle s'apprête à faire à la classe ouvrière, le signe d'une période plus douce et plus facile pour les masses laborieuses. Tout au contraire cette relève de la garde indique que la bourgeoisie entend faire passer quelques amères pilules aux prolétaires et qu'elle prévoit des temps troublés. Notre texte soulignait qu'«*une des tâches essentielles du Parti communiste pour préparer idéologiquement et pratiquement le prolétariat à la prise révolutionnaire du pouvoir, est de critiquer sans pitié le programme de la gauche bourgeoise et tout programme qui voudrait se servir des institutions démocratiques et parlementaires bourgeoises pour résoudre les problèmes sociaux*».

Nous n'en sommes malheureusement pas encore aujourd'hui à préparer - et encore moins pratiquement! - le prolétariat à la prise du pouvoir; mais la critique sans pitié du programme et de l'action des gouvernements de gauche, tout comme la critique implacable de tous ceux, prétendus révolutionnaires, démocrates, associatifs ou humanistes les plus divers, qui sont objectivement à son service, est absolument indispensable à la réussite des luttes qui arrivent à percer la chape collaborationniste (voir la lutte des sans-papiers). Surtout elle est indispensable à la renaissance demain, avec les premières poussées du mouvement classiste prolétarien, de l'**organe** politique révolutionnaire de ce mouvement, le **parti communiste, unique et international**.

---

(1) C'est ainsi qu'une bonne partie de l'extrême gauche s'était associée à la campagne contre l'A.M.I., un projet de libéralisation des investissements qui bafouait la sacro-sainte souveraineté des Etats. Le gouvernement français a décidé spectaculairement de s'opposer à la ratification de cet accord; mais en réalité le principal opposant à ce projet technocratique n'était autre que... les Etats Unis!

(2) L'hebdomadaire britannique conservateur «*The Economist*», habituellement défenseur du libéralisme, qui exprime bien les sentiments des milieux économiques, écrit dans son n° du 31/10 «*Les temps sont effectivement mûrs, comme le croient M. Lafontaine* [le nouveau ministre social-démocrate allemand des finances et de l'économie] *et ses amis, pour une plus grande intervention de l'Etat en Europe. Mais pas une intervention du genre qui manipule les taux d'échange ou qui crée des emplois par des travaux publics; plutôt une intervention qui résout les faiblesses structurelles des euro-économies*». Pareille conversion est significative.

(3) cf les «*Thèses de Rome*» adoptées au congrès du même nom du Parti Communiste d'Italie en mars 1922, dans notre recueil «*Défense de la continuité du programme communiste*», Textes du P.C.Int. n°7, p. 52.

Tunisie ...

Parti Communiste des Travailleurs Tunisiens (maoïste) et 2 autres militants. Toutes ces personnes sont accusées d'organisations de réunions publiques non autorisées, de constitutions d'associations de malfaiteurs, d'offense au président de la République, d'actes terroristes, etc.

Les Etats bourgeois renforcent leur coopération policière de part et d'autre de la Méditerranée: à la mi-mai les ministres de l'Intérieur de France, d'Italie, d'Espagne, du Portugal et des 3 pays du Maghreb se sont réunis à Naples. Les prolétaires devront impérativement demain y répondre par un **internationalisme prolétarien** véritable, c'est-à-dire non seulement par la solidarité effective dans leurs combats contre le système capitaliste, mais aussi par la reconstitution de leur parti révolutionnaire international, l'organe qui dirigera la lutte prolétarienne internationale vers le renversement du capitalisme. Les premiers pas concrets en direction de cet objectif commencent par la dénonciation de la responsabilité de l'impérialisme dans la répression - et plus généralement les conditions de vie et de travail - des prolétaires d'outre-Méditerranée; la solidarité ici même avec les prolétaires immigrés en butte au racisme, aux tracasseries policières et aux menaces d'expulsion; et les efforts pour unifier les rangs ouvriers sur des bases classistes, au-delà des divisions entre races et nationalités, pour la reprise de la lutte directe contre «notre» bourgeoisie.

L'impérialisme français et le Libéria

A la fin du mois septembre le président du Libéria, Charles Taylor, est venu en visite officielle à Paris pour rétablir, selon ses dires «*une coopération bilatérale*» avec la France, qui avait existé pendant plusieurs années.

Le Libéria est un petit pays d'Afrique de l'Ouest (deux millions et demi d'habitants), habituellement surtout connu pour ses pavillons de complaisance: moyennant une taxe très peu élevée, les armateurs peuvent inscrire sans autre formalité leurs navires sous pavillon libérien, évitant du même coup de satisfaire aux législations sociales et sur la sécurité et autres qui existent dans leur pays, ce qui leur fait économiser des sommes très importantes. Les conséquences, on peut les trouver régulièrement dans la rubrique «faits divers», dans le style: un cargo battant pavillon libérien s'est échoué à tel endroit, suite à une avarie de machines insuffisamment entretenues... Mais c'est aussi un pays producteur de caoutchouc (avec en particulier de gigantesques plantations appartenant à la société américaine Firestone) - le premier producteur africain il y a 10 ans, de café, de bois tropical, de diamant, d'or, de fer.

Le Libéria a été fondé au dix-neuvième siècle par des colons descendants d'esclaves noirs américains; depuis cette époque, dans cet Etat qui s'enorgueillissait d'être le seul pays africain à n'avoir jamais été colonisé, régnait un véritable **apartheid** entre les descendants des noirs américains et les noirs indigènes. Ces derniers ne pouvaient accéder à l'élite dirigeant le pays, les postes de responsabilité dans l'administration leur étaient fermés et dans l'armée, le plus haut grade auquel ils pouvaient prétendre était celui de sergent. Le pays et ses richesses étaient sous domination des Etats-Unis.

Une première secousse vint secouer en 1980 ce petit paradis de l'exploitation néo-coloniale, lorsqu'un coup d'Etat dirigé par le sergent indigène Doe, vint renverser la caste au pouvoir. La répression sanguinaire contre les élites et la brutalité du régime valurent à Doe une réputation de férocité méritée et suscitèrent plusieurs tentatives de rébellion. Celle de Charles Taylor, ancien haut fonctionnaire du régime Doe compromis dans divers trafics connut un succès rapide. S'appuyant sur les divisions ethniques, mais aussi sur la bienveillance de l'impérialisme français, Taylor s'empare de l'Est du pays, région frontalière avec la Côte d'Ivoire (un des pays centraux de la «zone d'influence» française en Afrique) où il peut se ravitailler en armes et qui lui sert de véritable base arrière. Pendant toute la période de la guerre civile les grandes entreprises françaises présentes dans cette région du Libéria pourront continuer à produire et à exporter leur production (notamment le minerai de fer et le bois tropical), contre paiement des redevances à Taylor - à la grande fureur des américains dont les entreprises sont à l'arrêt et qui sont contraints d'évacuer le pays en mai 90! Les Etats-Unis poussent à la création d'une Force multinationale africaine, dite d'«interposition», l'«Ecomog» dont le Nigéria est l'acteur principal, pour stopper l'avance des rébellions et pacifier le pays. Mais

(Suite en page 4)

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LE LIBERIA

(Suite de la page 3)

cette Ecomog n'arrivera jamais à contrôler plus de 15 % du territoire, autour de la capitale, le port de Monrovia. Pendant 6 ans une guerre civile particulièrement bestiale, où de jeunes combattants drogués sont envoyés massacrer des civils sans défense, va ravager le Libéria, suscitant de temps à autre des reportages à sensation par les médias internationaux.

VAMPIRISME DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Evidemment la réaction, voulue, à ces reportages des lecteurs et spectateurs soigneusement tenus dans l'ignorance des faits par les «moyens d'information», est peut-être de la compassion pour les «malheureuses victimes»; mais cette réaction est inévitablement teintée d'un sentiment de supériorité d'«européens civilisés» par rapport à ces «peuplades barbares» qui se massacrent on ne sait pourquoi. Comment pourraient-ils savoir que les causes premières de ces affrontements se trouvent dans les mécanismes du marché mondial dominé par les grands capitalismes démocratiques et civilisés, et que leur propre classe dirigeante alimente ces massacres pour préserver ses profits?

Un journaliste écrivait: «*La guerre du Libéria est [...] une guerre mafieuse, dont le véritable enjeu n'est pas la domination de telle ethnie sur telle autre ou la transformation politique du pays, mais le contrôle du diamant, du fer, des bois précieux, des royalties, des pavillons de complaisance et du blanchiment de la drogue* (1)» (2). Finalement un compromis a été trouvé, et Taylor a été démocratiquement élu président de la République libérienne en 1997. La guerre civile aurait fait de 150 à 200.000 morts civils, provoqué l'exode de la moitié de ses 2,5 millions d'habitants et ruiné quantité d'infrastructures, des usines entières ont été dépecées pièces par pièces (pas les usines françaises ni certaines américaines protégées par Taylor). Pour l'instant le plus gros investisseur international est Taïwan qui a acheté sa reconnaissance diplomatique par le Libéria en fournissant du matériel à l'aéroport, etc.

Le nouveau président est donc venu demander les investissements des bourgeois français; au mois de mai une délégation française était déjà allée au Libéria pour étudier «*les opportunités d'investissement dans les secteurs des mines, des télécommunications et de l'électricité*». Cependant les hommes d'affaires français ne se sont pas précipités, car la situation intérieure n'est pas définitivement stabilisée (de violents combats auraient eu lieu dans la capitale en septembre) et d'autre part les caisses de l'Etat libérien sont vides. En juillet 97, lorsqu'il avait gagné les élections, Taylor avait déclaré qu'il ne restait plus que 17.000 $ dans les caisses de l'Etat (100.000 FF) alors que la dette extérieure se montait à 3 milliards de dollars! Bien entendu, Taylor ne parlait pas de ce qu'il avait lui-même pillé, ni des juteux bénéfices des marchands d'armes ou des grandes entreprises occidentales, surtout françaises, qui ont continué à prospérer pendant la guerre civile...

Mais l'impérialisme français, vampire des populations africaines, peut bien recevoir avec les honneurs mérités l'assassin Taylor qu'il a aidé à saccager le pays, il ne donnera pas un sou pour reconstruire ce qui a été détruit tant qu'il ne sera pas assuré d'en tirer un solide bénéfice.

---

(1) L'hebdomadaire «*L'Express*» vient d'accuser les autorités libériennes actuelles d'être impliquées dans le trafic mondial d'ecstasy (une drogue aphrodisiaque).

(2) cf J.F. Bayart, «Croissance», janvier 94, cité dans F-X Verschave, «*La Françafrique*», Stock, juillet 98. Nous tirons la plupart de nos informations de cet ouvrage, où est décrite de façon plus détaillée l'implication des réseaux gaullistes et mitterrandiens ainsi que des Etats africains francophones dans la guerre aux côtés de Taylor.

A propos de la fondation de la IVe Internationale: Sans programme révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire

L'INTERNATIONALE DEUX ET TROIS-QUART

Les trotskystes ont rendu hommage à la fondation par Trotsky il y a soixante ans, à la veille de la guerre mondiale, de la «Quatrième Internationale». Chacune des tendances trotskystes y a puisé des arguments en faveur de sa propre recette de construction des partis et d'une Internationale et de sa propre activité. Et si on ne peut rendre le grand Trotsky coupable de tous les faits et gestes des trotskystes d'aujourd'hui, il est indéniable que sa responsabilité est engagée dans le processus de dégénérescence qui a conduit ses disciples à cesser d'être des révolutionnaires communistes pour se transformer en tristes flancs-gardes de l'opportunisme. A l'époque, les militants de notre courant ne prirent pas part à la création de l'Internationale trotskyste. Les divergences avec Trotsky avaient conduit à la rupture, ou plutôt à l'exclusion - toute «bureaucratique», pourrions nous dire! - de nos camarades des rangs de l'Opposition de Gauche Internationale (regroupement sous la houlette de Trotsky des opposants de gauche à la stalinisation du mouvement communiste), en préalable à la tenue de la Conférence internationale au début de 1933 et au rapprochement avec des groupes centristes ou sociaux-démocrates (1). Condamnant vigoureusement la tentative de Trotsky de jeter les bases d'une IVe Internationale avec de tels partis, nos camarades lançaient en 1933 cet avertissement sévère mais que l'histoire a confirmé: «*Il est certain que le camarade Trotsky saura préserver sa personnalité des complications politiques où conduira un travail de collaboration avec les gauches socialistes pour la fondation de nouveaux partis. Mais il ne s'agit pas ici de la personnalité du camarade Trotsky, il s'agit des intérêts du mouvement communiste (...). Et à ce sujet les seules règles d'action valables sont celles qui se rattachent aux enseignements du marxisme (...). La Quatrième Internationale, les nouveaux partis, se préparent dans une toute autre atmosphère politique: là où l'on s'acharne à comprendre le passé que nous venons de vivre sans faire recours aux manoeuvres permettant des succès éphémères*». L'initiative de Trotsky fait partie des «*expériences prématurées*» et des «*aventures qui ne réaliseront pas les nouvelles organisations, mais leur caricature et qui feront régresser et non avancer la lutte du prolétariat pour la révolution, pour le renversement du capitalisme dans le monde entier*» (2).

LES ERREURS THÉORIQUES DE L'INTERNATIONALE TROTSKYSTE

Que les choses soient claires: l'«erreur» fondamentale de Trotsky, ce n'est pas d'avoir mis au centre de ses préoccupations et de son activité la nécessité de la reconstitution du parti révolutionnaire international; ce n'est même pas d'avoir voulu «proclamer» de façon volontariste et artificielle une nouvelle Internationale dans une situation objective défavorable: cette erreur là est la conséquence de l'erreur bien plus grave d'analyse de la période. L'analyse explicitement développée dans le programme de son Internationale («Programme de transition») est celle d'une situation apocalyptique où les forces productives ont définitivement cessé de croître et où le capitalisme menace de détruire «*la civilisation humaine toute entière*». Pour Trotsky nous étions bien dans la **crise finale** du capitalisme et il n'existait d'autre issue que la révolution mondiale à brève échéance - ou, si le prolétariat échouait dans cette mission historique, sa transformation à l'issue de la guerre mondiale en masses d'esclaves, l'apparition d'une nouvelle société d'oppression, et la nécessité pour les révolutionnaires de mettre le marxisme au rencart et d'élaborer une nouvelle théorie et un nouveau programmes! Le capitalisme ayant atteint le maximum historique de son développement, il était incapable de satisfaire les revendications immédiates, du prolétariat: celles-ci devenaient donc objectivement révolutionnaires, puisque leur satisfaction impliquait le renversement du capitalisme. La période était en permanence objectivement révolutionnaire (3), les seuls obstacles étant de nature subjective: la démoralisation des masses prolétariennes, à la suite d'une série continue de défaites dues à la politique erronée des partis communistes, et leur confiance persistante, malgré tout, envers les partis ouvriers traditionnels. Trotsky résumait de manière frappante cette analyse qui était au coeur de son action, non seulement au moment de la fondation de sa «IVe Internationale», mais durant les années précédentes: «*la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire*» (4).

Cette conception refusait de voir la puissance des déterminations matérielles qui étaient à la base de la victoire de la contre-révolution; elle refusait de voir la profondeur de cette contre-révolution. Pour elle, au contraire, il suffisait d'une tactique habile, de manoeuvres audacieuses, d'un activisme débridé pour renverser le cours de la situation, être reconnu par la classe ouvrière comme la véritable direction révolutionnaire en lieu et place des usurpateurs staliniens, et assurer la victoire révolutionnaire. Et comme le temps pressait et que la classe tardait à ouvrir les yeux, Trotsky ordonnait à ses partisans les virages tactiques les plus abrupts et les plus soudains, les manoeuvres les plus critiquables, désarçonnant à chaque fois une partie d'entre eux, tout en éduquant une autre catégorie dans l'idée que la recherche par n'importe quel moyen du succès immédiat prime sur la fidélité aux principes et au programme communistes. Il suffit de songer à la tactique de l'«entrisme», c'est-à-dire à l'adhésion aux partis socialistes, décidée pour accroître au plus vite la taille des groupes trotskystes par le noyautage de ces vieilles organisations opportunistes pourries jusqu'à la moelle...

LA PENTE FATALE DE L'ADAPTATION AUX ILLUSIONS DES MASSES

La volonté désespérée de trouver à tout prix des raccourcis ou des expédients tactiques conduisait le grand révolutionnaire à adopter des positions en rupture avec les positions marxistes correctes. Nous ne donnerons qu'un exemple - mais ô combien important! - celui de l'attitude par rapport à la guerre mondiale. Les révolutionnaires marxistes adoptent la position appelée par Lénine «*défaitisme révolutionnaire*» et qui se caractérise par le principe que «*l'ennemi principal est dans notre propre pays*» (c'est-à-dire «notre» bourgeoisie et son Etat). Conformément à cette position, Trotsky écrivait en mai 1940 dans un «*Manifeste de la IVe Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution mondiale*»: «*Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la ''patrie'' joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes. (...) Les ouvriers conscients (...) ne défendent pas la patrie bourgeoise, mais les intérêts des travailleurs et des opprimés de leur propre pays et du monde entier*». Il réfutait l'argument selon lequel il fallait aider les démocraties dans la guerre contre Hitler: «*Le mot d'ordre de guerre pour la démocratie contre le fascisme n'est pas moins mensonger (...). La victoire des impérialistes de Grande-Bretagne et de France ne serait pas moins effrayante pour le sort ultime de l'humanité que celle de Mussolini et Hitler. La démocratie bourgeoise ne peut pas être sauvée. (...) La tâche que pose l'histoire n'est pas de soutenir une partie du système impérialiste contre une autre, mais d'en finir avec le système dans son ensemble*» (5).

Mais quelques semaines plus tard, pour faciliter la propagande de ses partisans aux Etats-Unis, il mettait de côté ses belles paroles:

«*Nous nous rangeons aux côtés de ces 70 % d'ouvriers* [qui étaient favorables au service militaire selon un sondage- NdlR]. *Vous les travailleurs, vous voulez défendre la démocratie. Nous, nous voulons aller plus loin. Pourtant nous sommes prêts à défendre la démocratie avec vous à condition que ce soit une vraie défense, et non une trahison à la Pétain*» Et: «*Nous ne pouvons pas échapper à la militarisation, mais, à l'intérieur de l'appareil, nous pouvons observer la ligne de classe. Les ouvriers américains ne veulent pas être soumis à Hitler et à ceux qui disent ''Ayons un programme de paix'', l'ouvrier répondra: ''mais Hitler n''a pas un programme de paix''. C'est pourquoi* **nous**, *nous disons: ''Nous défendrons les Etats-Unis avec une armée ouvrière, avec des officiers ouvriers, avec un gouvernement ouvrier; etc.'' (...) En outre, nos camarades doivent être les meilleurs soldats et les meilleurs officiers et en même temps les meilleurs militants de classe* [sic!- NdlR]. *(...) Nous devons être attentifs à ne pas nous identifier avec le chauvinisme (...), mais nous devons comprendre ces sentiments et nous y adapter de façon critique, préparer les masses à une meilleure compréhension de la situation, autrement nous resterons une secte, de l'espèce pacifiste la plus misérable*» (6).

Pour ne pas rester une secte, oublier du jour au lendemain ses affirmations de fidélité aux principes et s'adapter à l'état d'esprit dominant parmi les masses, voilà la triste leçon que les trotskystes ont si bien comprise et mise en application et qu'ils ont malheureusement apprise de Trotsky lui-même!

Trotsky fut sans aucun doute **politiquement** victime (avant d'être physiquement assassiné) de la contre-révolution contre laquelle il se battit avec une énergie admirable mais avec une lucidité plus que discutable. Prisonnier de son passé, héritier des méthodes douteuses employées par l'Internationale pour tenter d'accroître son influence, il fut incapable d'apprécier la portée historique, la profondeur et l'extension dans le temps de la contre-révolution et donc de comprendre que le parti de classe international ne pouvait pas renaître à coups d'expédients, mais qu'il ne pouvait se reconstituer que sur la base d'un bilan sérieux et approfondi de l'activité de l'Internationale Communiste et des luttes prolétariennes. On peut résumer en quelques points distinctifs fondamentaux le programme qu'il donnait à ce qu'il pensait être la IVe Internationale: théorie de la crise finale du capitalisme et de l'arrêt définitif de la croissance des forces productives, caractérisation de l'URSS comme Etat ouvrier dégénéré et défense de cet Etat; théorie de la révolution permanente selon laquelle les révolutions démocratiques bourgeoises ne peuvent être réalisées **que**

Théorie et action dans la doctrine marxiste

(Suite de la page 1)

autre régime remonte. Cette vision est celle du réformisme gradualiste: il n'y a pas de bonds, de secousses, ni de sauts.

5. La vision marxiste peut être représentée schématiquement par un certain nombre de courbes toujours ascendantes jusqu'à des sommets (en géométrie «point singuliers» ou «points de rupture») suivis d'une chute, presque verticale, puis, tout en bas, d'une autre branche historique ascendante, c'est-à-dire un nouveau régime social.

6. Conformément à cette vision - la seule marxiste - tous les phénomènes de la phase impérialiste actuelle sont parfaitement escomptés depuis un siècle: en économie, trusts, monopoles, dirigisme étatique, nationalisations; en politique, régimes policiers, surpuissance militaire, etc.

7. Il apparait non moins clairement que le parti prolétarien n'a pas à poser dans la période actuelle de revendications gradualistes ou tendant à restaurer et faire renaître des formes libérales et tolérantes.

Au contraire, la position erronée du mouvement prolétarien et surtout de la IIIe Internationale a fait qu'au très haut potentiel capitaliste n'a pas pu s'opposer une tension révolutionnaire comparable.

L'explication de ce deuxième écroulement du mouvement de classe, plus grave que celui du social-patriotisme de 1914, nous amène à examiner les difficiles questions du rapport entre les poussées économiques et la lutte révolutionnaire, du rapport entre les masses et le parti qui doit les guider.

8. De même qu'il faut rejeter les positions des groupes qui sous-estiment le rôle et la nécessité du parti pour retomber dans des positions ouvriériste, ou pire, ont des hésitations sur l'emploi du pouvoir d'Etat dans la révolution, de même doit-on considérer comme des égarés ceux qui considèrent le parti comme le regroupement des éléments **conscients**, et n'aperçoivent pas les liens nécessaires qui le rattachent à la lutte de classe physique, et ne comprennent pas que le parti est le produit de l'histoire autant que son facteur.

9. Cette question nous amène à rétablir l'interprétation du déterminisme marxiste telle qu'elle a été construite à l'origine, en remettant à leurs places respectives le comportement de l'individu sous l'action des poussées économiques et la fonction des corps collectifs tels que la classe et le parti.

10. Il est utile, ici aussi, de tracer un schéma qui explique le renversement de la praxis dans la théorie marxiste. L'individu passe du besoin physique à l'intérêt économique et à l'action quasi-automatique pour le satisfaire; c'est seulement après qu'il en arrive à des actes de volonté et, enfin, à la conscience et à la connaissance théorique. Dans la classe sociale, le processus est le même sauf que toutes les forces s'exaltent en convergeant dans une même direction. Dans le parti, où confluent toutes les influences venues des individus et de la classe, leur apport détermine la possibilité et la faculté d'une vision critique et théorique et d'une volonté d'action, qui permettent de transmettre aux militants et aux prolétaires individuels l'explication des situations et des processus historiques ainsi que les décisions d'action et de combat.

11. Ainsi, tandis que le déterminisme exclut qu'il puisse y avoir chez l'individu une volonté et une conscience qui précèdent l'action, le renversement de la praxis les admet uniquement dans le parti en tant que résultat d'une élaboration historique générale. Donc, si c'est au parti qu'il faut attribuer la volonté et la conscience, on doit nier que celui-ci se forme par le concours de la conscience et de la volonté d'un groupe d'individus, et que ce groupe puisse le moins du monde être considéré comme en dehors des déterminations physiques, économiques et sociales opérant dans la classe toute entière.

12. La prétendue analyse d'après laquelle toutes les conditions révolutionnaires sont réunies, mais il manque une direction révolutionnaire, n'a donc aucun sens. Il est exact de dire que l'organe de direction est indispensable, mais sa naissance dépend des conditions mêmes de la lutte, et jamais du génie d'un chef ni de la valeur d'une avant-garde.

Cette clarification des rapports entre le fait économico-social et le fait politique doit servir de base pour illustrer le problème des rapports entre le parti révolutionnaire et l'action économique et syndicale.

II. PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET ACTION ÉCONOMIQUE

Il convient de rappeler quelle a été l'attitude de la Gauche communiste italienne sur les questions syndicales, en passant ensuite à l'examen de ce qui a changé sur le terrain syndical après les guerres et les totalitarismes.

1. Alors que le parti italien n'était pas encore constitué, deux grandes questions de tactique furent débattues au second Congrès de l'Internationale en 1920: l'action parlementaire et l'action syndicale. Les représentants du courant hostile à la participation électorale s'opposèrent à la soi-disant gauche qui proposait la scission syndicale et le renoncement à la conquête des syndicats dirigés par les opportunistes. Elle était composé de courants qui, au fond, plaçaient le centre de l'action révolutionnaire, non dans le parti, mais dans le syndicat, et voulait ce dernier pur de toute influence bourgeoise (Tribunistes hollandais, KAPD allemand, Syndicalistes américains, écossais, etc.).

2. La Gauche d'alors combattit âprement ces mouvements analogues au mouvement turinois de «*L'Ordine Nuovo*». Commettant une grave confusion sur les périodes et les instruments du mouvement prolétarien, ils croyaient que la tâche révolutionnaire consistait à vider les syndicats au profit des conseils d'usine, vus comme la trame, initiée en plein capitalisme, des organes économiques et étatiques de la révolution prolétarienne.

3. Les questions parlementaires et syndicales se trouvent sur deux plans bien distincts. Il est incontestable que le parlement est l'organe de l'Etat bourgeois où sont prétendument représentés toutes les classes de la société, et tous les marxistes révolutionnaires sont d'accord qu'il ne peut servir de base à aucun autre pouvoir que celui de la bourgeoisie. La question est de savoir si l'utilisation des mandats parlementaires peut servir à la propagande et à l'agitation pour l'insurrection et la dictature. Les opposants soutenaient que, même pour ce seul objectif, la participation de nos représentants à un organisme commun avec les représentants bourgeois produisaient un effet opposé à celui recherché.

4. Les syndicats, quels que soient ceux qui les dirigent, rassemblent toujours les éléments d'une même classe puisqu'ils sont des associations économiques professionnelles. Il est bien possible que les prolétaires organisés élisent des représentants de tendance non seulement modérées mais carrément bourgeoises, et que la direction du syndicat tombe sous l'influence capitaliste. Il reste cependant que les syndicats sont composés exclusivement de travailleurs; il ne sera donc jamais possible de dire la même chose que pour le parlement, à savoir qu'ils ne peuvent avoir de direction que bourgeoise.

5. En Italie, avant la formation du Parti Communiste, les socialistes excluaient de travailler dans les syndicats blancs des catholiques et dans les syndicats jaunes des républicains. Par la suite, les communistes en présence de la grande Confédération dirigée par les réformistes et de l'Union Syndicale dirigée par les anarchistes, décidèrent unanimement et sans hésitations de ne pas fonder de nouveaux syndicats, mais de travailler à l'intérieur de ceux que nous venons de dire, en tendant ainsi à leur unification. Au plan international, le parti italien unanime soutint non seulement le travail dans tous les syndicats sociaux-démocrates nationaux, mais aussi l'existence de l'Internationale Syndicale Rouge (Profintern) qui estimait que la conquête de la Centrale d'Amsterdam était impossible parce qu'elle était liée à la Société Des Nations bourgeoise à travers le Bureau International du Travail. La Gauche italienne s'opposa violemment à la proposi-

(Suite en page 6)

IVe Internationale ...

par le prolétariat et doivent donc inévitablement transcroître en révolutions socialistes; formulation d'un ensemble de mots d'ordre «transitoires» ambigus qui, par eux-mêmes, seraient capables de mener à une nécessaire phase intermédiaire précédant la prise du pouvoir: la phase de «*double pouvoir*»; revendications démocratiques (c'est-à-dire, selon le marxisme, communes à plusieurs classes) y compris pour les Etats capitalistes développés et même pour un Etat dit «ouvrier» (l'Union soviétique)!

Nous n'avons pas la place ici de rappeler la critique détaillée que nous faisons de tous ces points. Il suffit de constater qu'ils ont constitué la base de toute l'évolution ultérieure du mouvement trotskyste vers l'adaptation non pas seulement à des idées ou des «états d'esprit», mais à des forces sociales et politiques bien précises: l'opportunisme politique et syndical, cet agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, l'impérialisme soviétique et ses partisans dans les pays occidentaux, les mouvements révolutionnaires bourgeois dans les pays coloniaux, etc.; en un mot à sa liquidation en tant que mouvement communiste. Si Trotsky, grâce à sa formidable expérience révolutionnaire, a pu «préserver sa personnalité» comme disaient nos camarades de la «Fraction à l'étranger», autrement dit s'il a toujours repoussé les conséquences de manoeuvres qui conduisaient logiquement à rompre avec le communisme révolutionnaire, il ne pouvait en être de même pour ses disciples dès lors qu'il n'était plus là pour, à chaque tournant, redresser in extremis la barre. La prétendue «IVe Internationale», fondée sur des bases fausses, ne pouvait connaître d'autre fin que celle qu'elle a connue. La véritable Quatrième Internationale de demain, le futur **parti communiste mondial**, ne sera pas une filiation et ne pourra rien reprendre de la IVe Internationale trotskyste, de même qu'elle ne pourra rien reprendre de l'Internationale qu'avait fondée l'ultra-gauche allemande aux débuts des années vingt. Elle devra au contraire intégrer dans son programme tant le bilan critique de l'Internationale Communiste et de sa dégénérescence, que celui des réactions insuffisantes et confuses à cette dégénérescence.

---

(1) En mai 32, Trotsky fixe une série de critères pour la participation à la Conférence Internationale de l'Opposition de gauche qui excluent de fait la «*Fraction de gauche à l'étranger du PCI*». Et en décembre 32 à Copenhague, lors de la préparation de cette Conférence, Sédov, le fils de Trotsky, peut affirmer: «*Formellement, les bordiguistes n'ont pas été exclus. En effet, ils n'ont jamais été une section* [de l'Opposition - NdlR], *ni politiquement, ni organisationnellement*»: le tour est joué!

(2) cf «*Vers l'Internationale deux et et trois-quart?*» Commission Exécutive de la Fraction de Gauche du Parti Copmmuniste Italien, dans «Bilan» n° 1 (novembre 1933), republié sur «Invariance», mai 1996. «L'Internationale deux et demi» était le sobriquet donné à une tentative après la guerre de regroupement international des partis «centristes» (révolutionnaires en paroles, contre-révolutionnaires dans les faits) pour faire échec à la Troisième Internationale. Les partis avec lesquels Trotsky faisait sa tentative étaient d'authentiques partis centristes, qu'il critiqua d'ailleurs férocement, mais après que sa tentative ait échoué...

(3) «*Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître*». cf «*Programme de transition*», ch. 1 («Les prémisses objectives de la révolution socialiste»).

(4) Ibid.

(5) cf «*Manifeste de la IVe Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*» (23 mai 1940), in Léon Trotsky, Oeuvres, tome 24., p. 36, 38 et 44.

(6) cf «*Réponses à des questions concernant les Etats-Unis*» (7 août 1940), Léon Trotsky op. cit., pp 283-284.

souscription permanente
3e liste 1998

Aix: 130,00 / Paris: 1400,00 / Roger: 300,00 / Marseille: 90,00 / Thionville: 150,00 / Ouest: 6.260,00 / Eric: 50,00 / Marseille: 35,00 / Victor: 35,00

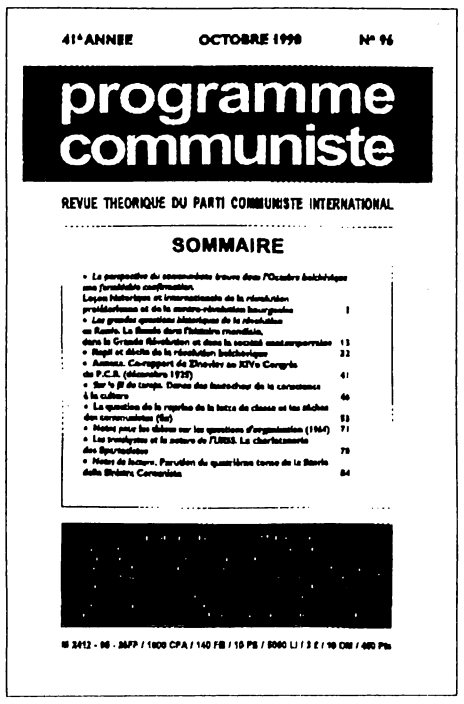
Total liste: 8400F Total général: 15499F

PROGRAMME COMMUNISTE N° 96

Un nouveau n° de notre revue théorique «**Programme Communiste**» vient de paraître. Dédié en grande partie à la révolution d'Octobre, ce n° comprend des textes classiques de notre courant, épuisés depuis longtemps («*Repli et déclin de la révolution bolchévique*») ou jamais encore traduits en français («*Les grandes questions historiques de la révolution en Russie*»). Voici le sommaire complet:

- La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. - Les grandes questions historiques de la révolution en Russie. - Repli et déclin de la révolution bolchévique. - Annexe: co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925). - Sur le fil du temps: Danse des fantoches: de la conscience à la culture. - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (fin). - Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964). - Les trotskystes et la nature de l'URSS: la charlatanerie des spartacistes. - Notes de lecture: Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista.

Programme Communiste n° 96 (92 pages)
25 FF 10 FS 140 FB 5000 LI 10 DM £ 3


41e ANNEE OCTOBRE 1998 N° 96

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Théorie et action dans la doctrine marxiste

(Suite de la page 5)

tion de liquider le Profintern pour constituer une Internationale Syndicale unique, en soutenant toujours le principe de l'unité et de la conquête interne des syndicats et confédérations nationales.

6. a) L'activité syndicale a eu comme conséquence une politique très différente des pouvoirs bourgeois selon les phases historiques successives. Comme les premières bourgeoisies révolutionnaires interdirent toutes les associations économiques comme des tentatives de reconstituer les corporations non libérales du Moyen Age, et comme toute grève était violemment réprimée, tous les premiers mouvements syndicaux prirent des aspects révolutionnaires. Dès ce moment le *Manifeste* avertit que tout mouvement économique et social conduit à un mouvement politique et a une très grande importance en ce qu'il étend l'association et la coalition prolétariennes, alors que ses conquêtes purement économiques sont précaires et n'entament pas l'exploitation de classe.

b) Dans la période suivante, la bourgeoisie, qui avait compris qu'il lui était indispensable d'accepter que se pose la question sociale, toléra et légalisa les syndicats en reconnaissant leur action et leurs revendications, précisément pour conjurer la solution révolutionnaire; il s'agit de toute la période sans guerre et de relative amélioration progressive du bien-être qui va jusqu'en 1914.

Durant toute cette période le travail dans les syndicats fut un élément tout à fait primordial pour la formation de puissants partis socialistes ouvriers; et il était évident que ces derniers pouvaient provoquer de grands mouvements surtout grâce à l'utilisation des leviers syndicaux.

L'écroulement de la Deuxième Internationale a démontré que la bourgeoisie avait conquis une influence décisive sur une grande partie de la classe ouvrière grâce à ses rapports et à ses compromis avec les chefs syndicaux et parlementaires qui, partout, dominaient l'appareil des partis.

c) Au cours de la reprise du mouvement après la révolution russe et la fin de la guerre impérialiste, il s'agit précisément de faire le bilan de la désastreuse faillite de l'encadrement politique et syndical; on tenta de conduire le prolétariat mondial sur le terrain révolutionnaire en éliminant par des scissions les chefs politiques et parlementaires traîtres, et en faisant en sorte que les nouveaux partis communistes, travaillant dans les rangs des organisations prolétariennes les plus larges, parviennent à en éliminer les agents de la bourgeoisie. Face aux premiers vigoureux succès dans beaucoup de pays, le capitalisme se trouva dans la nécessité, pour empêcher l'avancée révolutionnaire, de frapper par la violence et de rendre illégaux, non seulement les partis mais aussi les syndicats où ceux-ci travaillaient. Cependant ces totalitarismes bourgeois, dans toute la complexité des situations, ne décidèrent jamais l'abolition du mouvement syndical. Au contraire, ils préconisèrent et réalisèrent la constitution d'un nouveau réseau syndical pleinement contrôlé par le parti contre-révolutionnaire, et, quel que soit sa forme, déclaré unique et unitaire et strictement lié à la mécanique administrative et étatique.

Même là où, après la seconde guerre mondiale, suivant la formulation politique courante, le totalitarisme capitaliste semble avoir été remplacé par le libéralisme démocratique, la dynamique syndicale a continué à se développer de façon ininterrompue vers le plein contrôle par l'Etat et vers son insertion dans les organismes administratifs officiels. Le fascisme, réalisateur dialectique des vieilles aspirations réformistes, a accompli celle de la reconnaissance juridique du syndicat de façon qu'il puisse être titulaire de contrats collectifs avec les patrons jusqu'à l'emprisonnement effectif de tout l'appareil syndical dans les structures du pouvoir bourgeois de classe.

Ce résultat est fondamental pour la défense et la conservation du régime capitaliste précisément parce que l'influence et l'utilisation d'associations syndicales est une étape indispensable pour tout mouvement révolutionnaire dirigé par le parti communiste.

7. Il est évident que ces modifications radicales du rapport syndical ne relèvent pas uniquement de la stratégie politique des classes en contraste et de leurs partis et gouvernements, mais sont aussi en rapport étroit avec les modifications du rapport économique entre le donneur de travail et l'ouvrier salarié. Lors des premières luttes syndicales avec lesquelles les travailleurs cherchaient à opposer au monopole des moyens de production celui de la force de travail, l'âpreté du contraste découlait de ce que le prolétariat, privé depuis longtemps de toute réserve de consommation, n'avait absolument aucune autre ressource que le salaire quotidien; toute lutte contingente se transformait donc en une lutte à mort.

Il est indéniable que la théorie marxiste de la misère croissante est confirmée par l'augmentation continuelle du nombre des purs prolétaires et par l'expropriation sans retenue, centuplée par les guerres, les destructions, l'inflation monétaire, des dernières réserves des couches sociales prolétariennes et des couches moyennes, et que dans beaucoup de pays le chômage voire le massacre des prolétaires atteint des chiffres énormes; cependant là où la production industrielle fleurit, toute la gamme des mesures réformistes d'assistance et de prévoyance pour les salariés, crée pour les ouvriers occupés un nouveau type de réserve économique qui représente une petite garantie patrimoniale, analogue dans une certaine mesure à celle de l'artisan et du petit paysan; le salarié a donc quelque chose qu'il risque de perdre ce qui (phénomène déjà constaté par Marx, Engels et Lénine en ce qui concerne les dites aristocraties ouvrières) le rend hésitant voire opportuniste au moment de la lutte syndicale et, pire encore, de la grève et de la révolte.

8. Au-delà du problème contingent pour le parti communiste révolutionnaire de travailler dans tel ou tel pays dans des syndicats donnés ou de rester à l'écart, les éléments de la question résumés jusqu'ici, conduisent à conclure que dans toutes les perspectives de mouvement révolutionnaire, les facteurs fondamentaux suivants ne peuvent pas ne pas être présents: 1) un ample et nombreux prolétariat de purs salariés; 2) un grand mouvement d'associations à contenu économique qui comprend une partie importante du prolétariat; 3) un fort parti de classe, révolutionnaire, dans lequel milite une minorité des travailleurs, mais qui, grâce au développement de la lutte, a pu opposer solidement et à grande échelle son influence dans le mouvement syndical à celui de la classe et du pouvoir bourgeois.

Les facteurs qui ont conduit à établir la nécessité de ces trois conditions ont été donnés: par la conception correcte de la théorie du matérialisme historique qui relie le besoin économique élémentaire de l'individu à la dynamique des grandes révolutions sociales; par la juste perspective de la révolution prolétarienne par rapport aux problèmes de l'économie, de la politique et de l'Etat; par les enseignements de l'histoire de tous les mouvements associatifs de la classe ouvrière aussi bien dans leurs mouvements ascendants et leurs victoires que dans leurs défaites et leurs dégénérescences.

La perspective décrite ici en grandes lignes n'exclue pas que l'on puisse rencontrer les épisodes les plus variés de modifications, dissolutions, reconstitutions d'associations de type syndical, de toutes ces associations qui se présentent dans les divers pays soit liées aux organisations traditionnelles qui prétendaient se fonder sur la méthode de la lutte de classe, soit plus ou moins liées aux méthodes et orientations sociales les plus diverses, y compris conservatrices.

IL COMUNISTA
(Bimestrale)
N° 62 (Ottobre 1998)

-Petrolchimico di Porto Marghera: il modo di produzione capitalistico è il mandante, i borghesi sono i suoi sicari!
-Napoli: per l'unita del movimiento di lotta contro la disoccupazione.
-La prospettiva del communismo trova nell' Ottobre bolscevico una formidabile conferma.
-Appunti sulla questione della formazione del partito (3)
-Lotte operaie nel mondo.
-Lotte e problemi sociali raccontati dalla stampa borghese.

Une grande première médicale bourgeoise

La greffe d'une main à un patient qui avait perdu la sienne depuis une dizaine d'années a été annoncée et saluée par tous les médias avec un grand tintamarre. Outre l'écoeurant chauvinisme habituel (l'opération a été réalisée en France, à Lyon, et si c'est une équipe australienne qui a pris en charge les côtés les plus difficiles de l'opération, c'est un professeur français qui a coordonné les travaux et la main du «donneur» était française - enfin, on le suppose), le thème principal des célébrations a été le suivant: cette réussite représente un **espoir formidable pour des dizaines de milliers d'accidentés du travail (ou de la circulation) ou de blessés de guerre**.

Cette présentation de l'événement n'est rien d'autre que du bourrage de crâne; mais elle aussi est un exemple parfait de la façon dont les succès spectaculaires de la médecine et de la science en général sont montés en épingle et utilisés par la propagande bourgeoise à des fins **contre-révolutionnaires** (alors que les échecs sont minimisés).

Si l'on considère qu'une greffe de la main est une opération beaucoup plus délicate qu'une greffe du coeur parce que le nombre de nerfs, tendons, vaisseaux, etc., est beaucoup plus grand, que les réactions de rejet sont beaucoup plus importantes, on comprend qu'il s'agit bien d'un exploit médical. L'opération a mobilisé plusieurs équipes de chirurgiens très expérimentés venus des quatre coins du globe; elle a duré en tout plus d'une dizaine d'heures. Le patient, qui avait subi une préparation intensive (et qui s'était fait amputer le bras dix ans auparavant d'une façon telle qu'une éventuelle greffe soit un jour possible) et qui est suivi par un médecin psychiatre, est soumis à une lourde thérapie anti-rejets qu'il devra prendre sa vie durant, sans que l'on en connaisse vraiment les (inévitables) effets toxiques. D'ailleurs le patient a lui-même déclaré que tout le monde ne pourrait pas supporter ce genre d'opérations. Le coût n'est pas connu, mais il est sans aucun doute exorbitant: l'intervention n'a pu avoir lieu que parce qu'elle a été financée, à l'image de ce qui se passe pour les exploits sportifs, par différents «sponsors» (notamment des chaînes de télévision). Bref, sans même parler du «petit» problème de trouver les «donneurs», ce qui a été possible parce qu'il s'agissait de réaliser une «première» médicale mondiale ne pourrait en aucune façon être répété des milliers (ou des dizaines de milliers) de fois, au bénéfice de simples travailleurs non sponsorisés par telle ou telle firme!

Mais c'est précisément ce que l'idéologie bourgeoise veut faire gober aux prolétaires. Les «exploits» médicaux de ce type ont une fonction directement contre-révolutionnaire; en faisant croire que le développement constant de la «Science» est capable d'apporter une solution à tous les maux dont souffrent les classes exploitées dans cette société, ils sont utilisés pour détourner le prolétariat de **la seule solution non illusoire**: la destruction révolutionnaire de l'organisation sociale actuelle qui est la **cause** de ces maux, et l'instauration de la société sans classes (communisme). La médecine de la société bourgeoise ne pourra jamais faire plus que d'essayer de soigner, de réparer, de remettre en état, les prolétaires, afin qu'ils puissent redevenir exploitables. Et cela, dans l'étroite limite que le coût de cette remise en état ne soit pas trop élevé, puisque la loi suprême de cette société est ce que les marxistes appellent la **loi de la valeur**, sinon ils sont mis au rebut.

Si une démonstration de ce que nous disons est nécessaire, il n'est pas besoin de la chercher bien loin: quelques jours à peine après la grande première médicale, dans le plus grand hôpital de la même ville de Lyon, une panne électrique provoquait le décès d'une dizaine de malades. Tout laisse supposer que l'entretien des systèmes électriques, sous-traité pour des raisons d'économie à une entreprise extérieure, a été négligé. Pour se défendre, les médecins responsables du service ont déclaré que ces malades étaient en «phase terminale» et qu'ils seraient de toutes façons morts un jour ou l'autre.

L'orientation marxiste correcte n'est donc pas la revendication illusoire que chaque accidenté du travail ou blessé de guerre ait droit à sa greffe - revendication que le capitalisme ne pourra jamais satisfaire -, mais la **lutte** pour la suppression des accidents et des guerres, la lutte donc pour une société basée sur la satisfaction des besoins de l'humanité dans son ensemble et non sur la recherche du profit par une mince minorité privilégiée. En faisant disparaître l'exploitation et la misère, la société communiste fera disparaître du même coup la plupart des fléaux et des maladies qui s'abattent sur l'humanité. Assurément toutes les maladies ne disparaîtront pas pour autant; mais la société sera enfin en condition d'étudier objectivement et d'apporter les réponses les plus efficaces à celles qui subsisteront, ne serait-ce qu'en faisant pour la première fois véritablement le tri entre les acquis de la science et de la médecine actuelles qui seront jugés bénéfiques et ceux qui seront jugés inutiles ou néfastes.

En dépit de toutes procédures existantes, le jeu des intérêts économiques rend aujourd'hui presqu'impossible une évaluation objective complète et sérieuse de l'utilité réelle d'un médicament, d'une technique ou d'une thérapeutique médicales, comme le démontrent les catastrophes sanitaires qui se répètent régulièrement (1).

Y compris sur le plan de la santé, il ne peut y avoir d'autre espoir formidable pour les prolétaires et pour les masses exploitées que la **révolution communiste**!

(1) Voir la valse-hésitation des autorités sanitaires françaises sur la vaccination obligatoire des écoliers contre l'hépatite: d'une part la vaccination pourrait *probablement* permettre d'éviter un certain nombre de cancers, d'autre part elle provoquera *à coup sûr* un certain nombre d'affections neurologiques. Question élémentaire, que pourrait résoudre un futur petit vacciné: sachant que les industriels ont investi des sommes énormes dans la mise au point et la fabrication du vaccin et qu'ils exercent une pression à tous les niveaux, y compris par la voix de sommités médicales, l'Etat va-t-il organiser une évaluation «impartiale» de l'intérêt de cette vaccination, et, s'il l'organise, quel en sera le résultat?

Auschwitz ou le grand alibi (suite)

LES FLICS DE *RAS LE FRONT* À LA FÊTE DE L.O.

Comme pratiquement toutes les années depuis sa création (à l'exception d'une période au milieu des années quatre-vingt où nos demandes de stand étaient refusées) nous avons tenu en juin dernier un stand à la fête annuelle de Lutte Ouvrière en région parisienne. Bien que d'année en année le côté kermesse prenne une importance grandissante sur le côté politique, la fête de LO reste une occasion importante pour diffuser du matériel, discuter avec des contacts ou des militants français ou étrangers et pas seulement de la mouvance trotskyste, même si celle-ci est bien sûr prédominante. Et tant que LO continuera à accorder gratuitement et sans préalable politique, conformément à sa vieille idée fausse (voir plus loin) que toutes les «tendances révolutionnaires» confluieront un jour dans le même parti, l'autorisation de tenir un stand, nous utiliserons cette possibilité (1).

Un petit épisode mérite d'être relevé à propos de cette édition de la Fête, en raison de sa signification politique. L'organisation «Ras le Front», constituée pour lutter contre le Front National et défendre la démocratie bourgeoise que celui-ci menacerait (alors qu'il en est le pur produit), était également présente. Constatant que la brochure «Auschwitz ou le grand alibi» était en vente, ils allèrent demander, au bout d'un certain temps, aux militants de «*Il Programma Comunista / Cahiers Internationalistes*» de la retirer de leur stand. Devant leur refus, ils allèrent se plaindre auprès de la direction de la Fête qu'une brochure «révisionniste» était diffusée et ils demandèrent l'interdiction de cette diffusion. Après s'être déplacés, les dirigeants de LO, plutôt ennuyés par l'affaire et soucieux d'éviter des incidents, temporisèrent et répondirent qu'ils allaient étudier la brochure avant de prendre une décision pour l'avenir.

Dépités de ne pas avoir obtenu gain de cause mais incapables de soutenir une discussion, les gens de RIF, courageux mais pas téméraires, ne trouvèrent alors d'autre ressource que de monter contre nous les jeunes de l'organisation anti-raciste «*Jeunes contre le Racisme en Europe*» (dépendant de l'organisation trotskyste «*Gauche Révolutionnaire*» liée au groupe anglais «*Militant*») qui avait eu l'honneur d'être dénoncée par Chevènement pour son soutien aux sans-papiers. Mais le résultat, plutôt malencontreux pour RIF, a été que les jeunes qui ne se contentaient pas de proférer des insultes, mais qui venaient polémiquer à notre stand, comme ils n'avaient aucun argument à opposer à notre brochure qu'ils n'avaient pas lue, repartaient, sinon convaincus, du moins passablement ébranlés...

VOIX DES TRAVAILLEURS OU VOIX DE SON MAÎTRE?

Les flics de *Ras le Front* n'ont donc pas obtenu satisfaction cette année à la fête de LO (nul doute qu'ils feront pression pour être entendu l'année prochaine), mais ils se sont rattrapés à la fête de VdT.

«*Voix des Travailleurs*» est une organisation qui regroupe des militants exclus de Lutte Ouvrière, principalement dans la région de Bordeaux et dans la région de Rouen. VdT partage l'ensemble des positions politiques de LO; la seule différence discernable est que VdT préconise la formation d'un parti ouvrier par l'union de tous groupes révolutionnaires comme le faisait autrefois LO. Un n° de son journal consacré à mai 68 reproduit approbativement un article de Lutte Ouvrière sur la question du parti (daté de l'été 68) où il était écrit, entre autres: «*De toute manière tous les militants qui combattent à la gauche du PCF se retrouveront un jour ou l'autre, par la force des choses, dans un même parti révolutionnaire. Ou alors, celui-ci n'existera pas. (...) Il faut pour cela que chacune de ses tendances constitutives agisse en ne perdant pas de vue justement qu'elle n'est qu'une tendance du futur parti. (...) Il faut aussi dès à présent tout mettre en oeuvre pour unifier dans les plus courts délais l'ensemble des tendances révolutionnaires au sein d'un même parti. Ce ne sera naturellement possible que si chacune de ces tendances conserve le droit et la possibilité réelle de défendre librement ses idées au sein du parti unifié. Mais la reconnaissance d'un tel droit (...) serait l'affirmation d'un droit démocratique élémentaire, sans lequel un parti révolutionnaire ne saurait même pas exister*». Et en phase avec ces citations, VdT publie un article intitulé «*Trente ans après mai 68, vers un nouveau parti des travailleurs socialistes et communistes révolutionnaires*». On peut y lire: «*L'expérience militante et le potentiel d'énergies qui existent dans l'ensemble de l'extrême gauche est important. Ces atouts ne peuvent donner leur pleine mesure qu'à condition que tous les révolutionnaires regroupent leurs forces et orientent leurs efforts vers la classe ouvrière et la jeunesse pour y enraciner les idées marxistes. (...) Cette métamorphose du mouvement révolutionnaire ne peut s'opérer que dans la confrontation large et démocratique de tous les points de vue et dans la recherche systématique des collaborations en vue d'un regroupement des forces révolutionnaires. Ne pas en prendre conscience en 1998 serait une preuve d'irresponsabilité, le propre de militants plus attachés à leur conservatisme intellectuel et organisationnel qu'aux intérêts généraux du mouvement révolutionnaire comme du mouvement ouvrier*» (2).

Nous croyons au contraire qu'un parti regroupant toutes les «tendances» qui se prétendent révolutionnaires (anarchistes, maoïstes, trotskystes, gauche communiste...), où celles-ci défendraient librement et démocratiquement leurs positions, serait tout sauf un parti révolutionnaire. Un parti révolutionnaire n'est pas un club de discussion, disait Lénine; ce n'est pas une espèce de parlement singeant les parlements bourgeois, mais une organisation prétendant diriger la classe ouvrière dans la lutte des classes la plus acharnée, dans la révolution, la guerre civile, la dictature. Il ne lui est pas possible de seulement songer à remplir ce rôle si ne règnent pas en son sein unité de volonté, unité d'orientation, unité d'action; autrement dit s'il n'est pas organisé sur la base d'une théorie (le marxisme), d'un programme et de méthodes et moyens d'action bien déterminés, invariables, cohérents entre eux et communs à tous ses adhérents. Vis-à-vis de ceux qui défendent une autre théorie, un autre programme ou d'autres méthodes, il ne peut y avoir de démocratie et de liberté d'expression dans le parti révolutionnaire communiste: leur place est ailleurs, dans un autre parti; la lutte **contre** leurs positions (non la **discussion démocratique** de celles-ci) doit se faire au grand jour, devant toute la classe, et pas dans le cénacle restreint des révolutionnaires «conscients».

Sectarisme impénitent de bordiguistes coupés des travailleurs que cette position? Pas le moins du monde: ce n'est pas nous, mais Marx et Engels qui ont éjecté les anarchistes de l'organisation politique ouvrière; c'est l'Internationale Communiste qui a posé que ceux qui ne seraient pas d'accord avec les 21 conditions d'adhésion seraient automatiquement exclus... Par contre, la position de VdT se rattache à la vieille tradition social-démocrate que le mouvement communiste avait tenté de surmonter, selon laquelle une droite, une gauche et un centre pouvaient co-exister démocratiquement dans le même parti.

Les faits ont montré que les principes et les méthodes démocratiques ont toujours joué contre les communistes et n'ont jamais servi que la conservation bourgeoise. Et c'est personne d'autre que VdT qui nous en a fait une nouvelle démonstration. La prenant en quelque sorte au mot, nous avions demandé de pouvoir tenir un stand, comme l'année précédente, lors de sa fête qu'elle organisait en commun avec d'autres organisations à Rouen en octobre. La réponse à notre demande, faite plusieurs mois à l'avance, tardait à venir. Finalement, c'est la veille de la fête qu'un responsable de VdT, donnait, oralement, la réponse, à la façon typiquement faux-cul de cette organisation: ce n'était pas oui, mais il ne fallait surtout pas que nous pensions (et disions) être «interdits» à la fête; nous devions simplement comprendre que nous étions plutôt indésirables...

La raison? Et bien *Ras le Front* allait être présent à la fête et comme nous sommes une organisation «révisionniste» qui diffuse la brochure «Auschwitz ou le grand alibi», notre présence était incompatible avec la leur! En bref la démocratie ouvrière de VdT, avec sa «confrontation large et démocratique des points de vue» s'évanouit d'un coup lorsque les flics de RIF lui signalent qu'il y a atteinte à l'idéologie anti-fasciste démocratique dominante. Rien d'étonnant à cela: la démocratie n'est pas le moyen pour que s'exprime la voix des travailleurs révolutionnaires; elle ne peut servir qu'à exprimer la **voix de son maître**, la voix de la bourgeoisie.

---

(1) LO n'accorde pas de stands à certaines organisations: outre ses exclus, il s'agit du CCI («*Révolution Internationale*») et de l'organisation trotskyste spartaciste LTF («*Le Bolchévik*»). Ces deux organisations mobilisent néanmoins leurs militants (y compris à l'échelle internationale, ainsi que l'affirme fièrement la LTF) de façon à y être présentes, à intervenir dans les forums et à y diffuser leur presse, ce que ne font pas les exclus.

(2) cf «*Voix des Travailleurs*» n° 42, 14/5/98.

«AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI»

«Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie ***capitaliste****. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont* ***co-responsables*** *de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile»* **(extrait de l'introduction).**

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 6 FF.

Afrique du Sud: Crimes, complicités et servilité politique

Le 29 octobre la «Commission Vérité et Réconciliation» a rendu officiellement son rapport sur les crimes et méfaits commis pendant la période de l'apartheid. Selon les intentions affichées de cette commission dirigée par Monseigneur Tutu, les auteurs et responsables des atrocités devaient confesser leurs pêchés, à la suite de quoi ils seraient absous, pardon! amnistiés; la population pourrait alors leur pardonner et la réconciliation entre les communautés serait possible. Voilà pour les beaux principes, directement inspirés des évangiles.

Mais les principes chrétiens, nos lecteurs le savent, sont malheureusement dans notre bas monde rien d'autre que de la poudre aux yeux. Les travaux de cette commission avaient comme objectif (objectif négocié avec les responsables de l'apartheid avant le passage du pouvoir) de mettre définitivement les tortionnaires et leurs commanditaires à l'abri de toute poursuite judiciaire, à la façon d'un Pinochet, contre un acte de contrition public. Les victimes survivantes pourront demander une aide matérielle à l'Etat. En outre, pour ne pas troubler le jeu politique actuel, elle s'est efforcée de dénoncer pareillement les crimes et méfaits commis par les tenants de l'apartheid et ceux commis par l'ANC - le parti de Mandela aujourd'hui au pouvoir- notamment l'assassinat et les tortures de ses dissidents. Mais le résultat a mécontenté tout le monde: l'ancien président de Klerk a fait supprimer du rapport tout ce qui le mettait en cause, mais les anciens responsables de l'apartheid dénonçant une «chasse aux sorcières», comme les dirigeants de l'ANC ont engagé des actions judiciaires contre ce rapport. Quant à la population noire, révoltée par l'arrogance des anciens maîtres blancs qui dominent toujours le pays, elle considère que la commission n'a révélé que des demi-vérités et elle a bien compris qu'elle n'était qu'une opération de blanchiment des tortionnaires. La grande majorité des 7000 demandes d'amnistie concerne des policiers blancs qui sont toujours en activité et qui n'ont bien sûr en rien modifié leurs habitudes de brutalité raciste.

Au lieu d'amener la réconciliation entre les victimes et leurs bourreaux, au lieu de sceller l'unité nationale, les travaux de la commission ont démontré une nouvelle fois que l'ANC n'est pas, comme elle le prétend, le défenseur des intérêts des grandes masses déshéritées de la population noire, mais le valet de la bourgeoisie blanche et le défenseur des intérêts du capitalisme national.

COMPLICITÉ DE L'IMPÉRIALISME DÉMOCRATIQUE

Les témoignages recueillis par la commission sont cependant parfois révélateurs. C'est ainsi qu'ils ont en partie levé le voile sur un côté particulièrement sinistre de l'apartheid. Il existait un laboratoire militaire chargé dans les années 80 de recherches ahurissantes sur la guerre chimique et bactériologique. Ce laboratoire avait préparé pour l'escadron de la mort sud-africain (baptisé: «*Bureau de Coopération Civile*»!) des produits «*pouvant faire apparaître la mort comme naturelle et la rendre indédectable par les méthodes de médecine légale*» (1): bacilles du choléra, bouteilles de bière empoisonnées au thalium, venin de serpent, cigarettes au cyanure, etc. Le laboratoire s'était lancé sur un projet qualifié par le chef des services sanitaires de l'armée de «*projet le plus important du pays*», le projet de stérilisation en masse des femmes noires par des substances qui auraient été répandues dans du maïs, de la bière ou lors de campagnes de vaccination. La laboratoire avait également lancé des recherches pour trouver une bactérie qui aurait été capable de tuer les gens à la peau noire (et eux seuls). Signalons aussi que la même unité s'était lancée dans la production de la drogue «ectasy»; entre 1992 et 1993 elle en avait produit 912 kg pour l'armée (d'une valeur de 900 millions de dollars environ, soit à peu près 4,5 milliards de francs). Il faut souligner que lors de l'audition du responsable des projets, des représentants du gouvernement étaient présents pour s'assurer que rien n'était divulgué sur les «*informations sensibles*» au sujet des programmes militaires chimiques et bactériologiques: on n'ose imaginer ce que sont ces informations sensibles!

Mais le plus intéressant est que les gouvernements américain et britannique sont intervenus en 1994 (avant le passage du pouvoir à l'ANC) auprès du gouvernement sud-africain au sujet de ces recherches: Pour les condamner? Pas du tout!

Ces gouvernements voulaient avoir l'assurance que les résultats de ces travaux - qu'ils connaissaient donc parfaitement - ne tombent pas dans des mains hostiles, ou même dans les mains pas assez fiables de l'ANC! C'est l'aveu que les impérialismes démocratiques américain et anglais étaient **complices** de ces recherches qui auraient fait pâlir un Dr Mengele - et qu'ils doivent en faire de bien pires dans leurs propres laboratoires.

Nous voyons une nouvelle fois que la démocratie n'a vraiment rien à envier au fascisme pour ce qui est du tant vanté respect des droits de l'homme...

---

(1) Témoignage du responsable du laboratoire, le 9/6/98. Le responsable des projets évoqués plus bas a témoigné le 10/6/98.

Sans-papiers: toujours l'exigence de la solidarité de classe

Le gouvernement a réussi à désamorcer le mouvement des sans-papiers qui aurait pu utiliser la formidable caisse de résonance médiatique du championnat du monde de football. Les socialistes, en bons pompiers sociaux, possèdent à fond l'art de gérer les conflits sociaux, alors que les politiciens de droite en pareille circonstance ne savent qu'accumuler les gaffes ou jeter de l'huile sur le feu: il n'est qu'à faire la comparaison entre le bilan d'un Chevénement et celui d'un Debré. Le secret de cette efficacité à désamorcer les réactions et à étouffer les luttes ne tient pas seulement ni essentiellement à une expérience acquise de longue date; elle repose avant tout sur les liens qui unissent le parti au pouvoir et le gouvernement au vaste réseau des «soutiens» aux sans-papiers. Dans leur immense majorité, ces organisations, ces associations, ces personnalités complètement étrangères aux intérêts prolétariens, n'ont d'autre ambition que de jouer le rôle d'honnêtes intermédiaires entre les travailleurs sans-papiers et les autorités. Elles sont donc conduites à adopter et à essayer de faire adopter aux travailleurs une pratique de **marchandages**, qui ne peut que nuire à la lutte. Déjà le gouvernement de gauche s'était appuyé sur les critères mis au point par le collège des médiateurs à l'époque du gouvernement Juppé pour faire le tri entre les travailleurs, au cas par cas, dans le but donc d'éviter la force de l'action collective. Après la fin de l'opération de régularisation, il a mis en route une opération de recours. La plupart des «soutiens» ont salué ce soi-disant «recul» comme une victoire, alors que ce n'était qu'une manoeuvre pour calmer les travailleurs et éviter une reprise de la lutte. A la veille de l'été le gouvernement a réussi à faire cesser la grève de la faim des sans papiers asiatiques du «Troisième collectif» et pendant l'été, l'occupation de la nonciature contre la promesse que les recours seraient examinés avec bienveillance. Ces nouvelles «victoires» saluées par les démocrates étaient de nouvelles défaites des sans-papiers qui n'ont rien obtenu de concret.

UN GOUVERNEMENT DE NÉGRIERS

Dans un rapport de force complètement défavorable aux travailleurs, Jospin pouvait se dispenser de jouer la comédie des concessions; le 11 septembre il donnait la consigne aux préfets: «*Le gouvernement ne cédera pas à la revendication générale des étrangers en situation irrégulière*». Cependant cet automne des grèves de la faim ont été lancées par des sans-papiers au Havre, à Bordeaux à Limeil-Brévannes tandis que des occupations ont lieu dans des villes comme Avignon, Elbeuf, Grand-Quevilly, Louviers («Le Monde», 31/10). On a vu réapparaître les intermédiaires - y compris élus du PS, veuve Mitterrand et députés de gauche - qui ont promis de demander au gouvernement de «faire un effort»... De son côté le préfet de Gironde a implicitement admis que les grévistes de la faim pourraient retourner tranquillement à leur vie de sans-papiers, personne ne demandant leur expulsion! Le préfet maladroit a vendu la mèche: les autorités savent pertinemment que certains secteurs économiques ont besoin d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci, mal payée et docile. C'est la raison pour laquelle le gouvernement ne veut pas d'une régularisation de tous et qu'il écarte systématiquement de la régularisation les travailleurs jeunes, célibataires, c'est-à-dire les mieux exploitables! Cette politique véritablement **négrière** a été suivie par tous les gouvernements, mais un gouvernement de gauche a la possibilité de la faire passer plus facilement, en divisant ses propres victimes, grâce à ses relais jusque dans le mouvement de «soutien».

Seule la lutte ouverte, sans compromis, basée sur la solidarité de classe, indépendamment des faux amis et des faux soutiens, peut faire reculer l'Etat bourgeois et son gouvernement de gauche plurielle. Il n' y pas d'autre voie.

Régularisation de tous les sans-papiers! Egalité des droits! Non au contrôle de l'immigration! Solidarité prolétarienne avec les luttes des prolétaires immigrés!

Dans le meilleur des mondes bourgeois

LES RAVAGES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Le *Bureau International du Travail*, organisation de type onusien basée à Genève, et dont le but est de promouvoir l'amélioration des rapports entre les classes sociales, a publié à la fin du mois de septembre son rapport sur l'Emploi dans le monde (1). Selon le B.I.T., en conséquence de la récession mondiale qui ne cesse de s'approfondir, près du tiers des 3 milliards de «travailleurs» du monde devraient être l'année prochaine, soit au chômage soit sous-employés!

En effet, selon ce rapport, à la fin de cette année le nombre total de chômeurs dans le monde atteindra 150 millions; depuis qu'elle a commencé au milieu de l'année dernière, la crise a jeté sur le pavé en Asie 10 millions de travailleurs. A ce chiffre il faut ajouter le nombre de travailleurs en sous-emploi estimé à 25 - 30 % de la force de travail (soit entre 750 et 900 millions de personnes): des travailleurs qui n'ont pas choisi délibérément de ne travailler qu'à temps partiel, mais qui n'arrivent tout simplement pas à trouver un emploi suffisant ou à travailler assez pour gagner un salaire correspondant au minimum vital. Le B.I.T. estime aussi que 60 millions de jeunes de 15 à 24 ans sont sans succès à la recherche de travail. En outre les chiffres qu'il donne ne prennent pas en compte le «*nombre considérable de travailleurs découragés*» qui ont abandonné tout espoir de trouver un emploi, même à temps partiel.

Avec une logique imparable, le rapport écrit qu'avant l'éclatement de la crise économique, il y avait «*beaucoup de signes encourageants d'une reprise économique*»; mais cette reprise économique n'avait, dans la plupart des cas, pas entraîné de croissance de l'emploi. En Indonésie, où le taux de chômage était de 4 % en 1996 (il s'agit là évidemment de chiffres officiels, à prendre avec des pincettes), il devrait monter à 9 - 12 % à la fin de l'année, tandis que les salaires réels devraient baisser en moyenne de 15 %. En Thaïlande le taux de chômage qui était de 2 % devrait monter à 6 % (soit deux millions de chômeurs) et le sous-emploi devrait être multiplié par 4 ou 5. En Corée le taux de chômage devrait doubler depuis l'année dernière et atteindre 10 %; en Chine, où 3,5 millions de travailleurs ont perdu leur travail cette année, il devrait se situer entre 5 et 6 %. Dans l'ancienne Union soviétique et les pays de l'Est le chômage, accompagné d'une baisse des salaires et de l'accroissement des inégalités, devrait se situer en moyenne autour de 9 %. Dans l'Union Européenne le pourcentage des chômeurs avait diminué dans les dernières statistiques (juin 98) connues par les auteurs du rapport: de 10,7 % en 97 à 10,2 %. Cela représentait un total de 18 millions de chômeurs. Alors qu'en Afrique et en Amérique Latine, en dépit d'une croissance économique substantielle, le nombre d'emplois n'avait pas sensiblement augmenté, le rapport du B.I.T. n'indiquait une situation positive de l'emploi que pour les Etats Unis: dans ce pays le taux de chômage était le plus bas depuis un quart de siècle (c'est-à-dire avant la crise économique mondiale de 1974-75).

Il ressort de cet examen de leur rapport que les experts du B.I.T. ne noircissent pas le tableau. Les estimations qu'ils donnent sont d'ores et déjà dépassées pour certains pays et elles le seront demain pour d'autres lorsque l'Europe et les Etats-Unis entreront ouvertement en récession.

LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

A la mi-octobre à l'occasion d'une journée contre la pauvreté (sic!) organisée par l'ONU, un certain nombre de données accablantes pour le système économique et social qui domine la planète ont été publiées. C'est ainsi que trois milliards de personnes vivent (survivent serait plus approprié) avec moins de 2 dollars (environ 11 FF) par jour), 1,3 milliards (20 % des 6 milliards d'habitants que compte aujourd'hui la planète) avec moins de 1 dollar. 800 millions de personnes sont dans un état de malnutrition chronique et 30 millions meurent de faim chaque année, 2 milliards souffrent d'anémie. La pauvreté, définie selon les critères de l'ONU (2), touche 45 % de la population de l'Asie du sud et 40 % de l'Afrique.

Le revenu par habitant, indice si souvent employé dans les statistiques bourgeoises pour duper les gogos, n'indique pas le niveau de richesse de la population - comme si tous les habitants étaient sur un pied d'égalité -, mais le niveau de la richesse du pays, autrement dit la puissance du capital national. Les marxistes n'ont pas attendu les chiffres de l'ONU pour savoir que la *richesse des nations* va de pair avec la **pauvreté** des populations laborieuses. Ils ne l'ont pas attendu non plus pour affirmer que le capitalisme entraîne la concentration de la richesse à un pôle de la société, l'accroissement de l'inégalité entre la classe dominante et le reste de la population. Selon l'ONU, donc, en 1960 «*les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu* (se rappeler ce que nous venons de dire sur ce critère) *30 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1995 leur revenu était 82 fois supérieur*». En dépit du fait que la même source affirme que les «pays en développement» auraient progressé au cours de ces trente dernières années autant que les pays industrialisés en un siècle, «*pas moins de cent pays - tous en développement ou en transition - ont connu un recul économique sérieux au cours des trente dernières années. En conséquence le revenu par habitant y est inférieur à ce qu'il était il y a dix, quinze, vingt voire trente ans*». L'inégalité croissante entre nations, contraire aux prétentions des apologistes de la croissance et du développement capitalistes est aussi et surtout une inégalité entre classes sociales. «*Sur les 4,4 milliards d'habitants que comptent les pays en développement, près des trois cinquièmes sont privées d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau potable. Un quart ne dispose pas de logement correct. Un cinquième n'ont pas accès au service de santé moderne. Un cinquième des enfants quittent l'école avant la fin de la cinquième année de scolarité*».

LES DEUX CENT FAMILLES

La pauvreté existe aussi dans les pays riches. Les Etats-Unis, la plus grande puissance capitaliste du monde, est le pays qui connaît aussi le plus fort taux de pauvreté de tous les pays industrialisés: 16,5 %. En Europe les chiffres donnent 57 millions de pauvres (taux de 15 % en Grande Bretagne, 11,8 % en France): «*En effet dans les pays riches plus de cent millions de personnes subissent un sort analogue* [à celui des pauvres vivant dans les pays en développement]. *L'espérance de vie de près de 200 millions d'habitants ne devrait pas dépasser soixante ans. Plus de cent millions n'ont pas de logement. Et au moins 37 millions sont sans emploi, situation souvent synonyme d'exclusion* (sic)». Et par ailleurs la fortune des 3 personnes les plus riches du monde dépasse le produit intérieur brut des 48 pays les plus pauvres, celle des 15 les plus riches est supérieur au PIB de l'Asie du sud, celle des 84 les plus riches est supérieure à celle de la Chine et de son milliard deux cent millions d'habitants. Il suffirait de 4 % de la richesse des 225 plus grandes fortunes du monde pour couvrir annuellement les besoins essentiels (nourriture, eau potable, infrastructures sanitaires, éducation, santé, gynécologie, obstétrique) de toute la population des pays dits en développement!

Ces chiffres rassemblés par des institutions qui sont tout sauf révolutionnaires constituent la plus terrible des condamnations de l'ordre social et économique existant dans le monde. Mais ils montrent également que faire disparaître la pauvreté et la misère qui frappent des milliards d'êtres humains n'a rien d'impossible, **à condition** de renverser cet ordre inhumain. C'est l'ONU elle-même qui l'affirme: supprimer la situation incomparablement privilégiée de deux cent familles suffirait à résoudre les problèmes les plus criants de l'humanité. Que l'on songe alors au bénéfice que retirerait l'humanité de la suppression du capitalisme et de l'établissement d'une société sans classes, d'un mode de production tourné vers la satisfaction des besoins humains et non la recherche du profit, et l'on voit que la perspective révolutionnaire et communiste est éminemment **réaliste**, que c'est même **la seule** solution réaliste.

C'est à l'inverse la perspective de faire disparaître la pauvreté et la misère à coup de journées mondiales et en demandant aux Etats capitalistes de se fixer cet objectif, qui est une pure utopie, une illusion absurde et dangereuse qui n'a d'autre but que de faire obstacle à la nécessaire révolution.

---

(1) *World Employment Report 1998-99*, Genève 1998. Nous citons d'après le compte-rendu donné par le *Financial Times*, 24/9/98.

(2) *PNUD, Rapport mondial sur le développement humain*, Paris 1998. Des extraits ont été donnés par divers journaux, notamment *Le Monde Diplomatique*, octobre 98.

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Suisse: Provisoirement suspendue, changement de local en cours.
Italie: Il Comunista, C.P.10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements**: timbres poste ou chèque **à l'ordre de**: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»**: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien**: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £3 / 10 DM / Amérique latine: US $ 1 / USA et Cdn: US $ 4 / 450 Pts. **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US $ 8 / USA et Cdn: US $ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement**: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien**: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US $ 0,5 / USA et Cdn: US $ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US $ 1 / USA et Cdn: US $ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**